mobilisation



5

.25

montréal, février 1970

MOBILISATION est publiée par des militants du FLP et du MSP pour favoriser le débat politique et l'élargissement de la pratique révolutionnaire.

avertissement

L'équipe de MOBILISATION s'excuse du retard apporté à la publication du No 5 mais nous espérons que nos lecteurs comprendront qu'avec un automne chargé comme celui de 1969, il nous était difficile de mener deux tâches de front: organiser l'agitation et publier la revue.

Ceci dit, vous trouverez dans ces pages des articles touchant principalement au problème de la stratégie révolutionnaire. Après plusieurs mois de militantisme accru, de spontanéisme populaire, la gauche se penche sur son orientation future, sur ses tâches prioritaires et ses lacunes organisationnelles. Nous tentons d'ouvrir ici le débat qui facilitera l'élargissement de la lutte de libération.

LE MOUVEMENT CONTRE LE BILL 63



UNE ANALYSE CRITIQUE

Le récent mouvement contre le bill 63 représente la plus grande mobilisation populaire contre le pouvoir établi depuis au moins 1941 Il a englobé des groupements jamais engagés dans la lutte pour l'unilinguisme français ou la libération nationale, comme les étudiants du secondaire, la CSN, l'ensemble des enseignants, la SSJB, etc. L'opposition populaire s'est expri-

mée par des actions massives, débrayages constants dans toutes les écoles, des manifestations de 15-30,000 personnes à Montréal, 50,000 à Québec le 31 octobre, et des actions semblables partout au Québec (pour la première fois, l'action de masse n'était pas limitée à Montréal).

Le cours du combat a produit une polarisation politique aussi claire qu'éducative: la grande majorité de la population francophone contre les élites anglaises et françaises. D'un côté, pour un Québec français: les étudiants, (enfin toute la jeunesse francophone), les enseignants, les centrales syndicales CSN-CEQ, et tous les secteurs de la petite-bourgeoisie québécoise (SSJB, artistes, écrivains, etc). De l'autre côté, défendant les droits des anglais, de la minorité possédante: le gouvernement du Québec, les vieux partis politiques, Drapeau-Saulnier, la communauté anglaise, les patrons anglais et français et les éditorialistes. Les lignes de l'affrontement étaient bien marquées, claires pour tout le monde (et le sondage des étudiants en psychologie de l'Université de Montréal l'a prouvé avec précision).

L'ampleur du mouvement contre le bill 63 signifie un développement étonnant de la lutte pour l'unilinguisme depuis un an. Après les petites manifestations symboliques du RIN, on a vu la première victoire complète dans une banlieue (St-Léonard, septembre 68), suivie d'une manifestation de 12,000 personnes contre une université anglaise (Opération McGill, mars 69), et une mobilisation (en octobre 69) de plus de 50,000 personnes (avec l'appui de la majorité de la nation canadienne-française) pour l'unilinguisme à tous les niveaux.

Malgré les attitudes conservatrices des

dirigeants du FQF (le front du Québec français), la base active du mouvement, les étudiants s'exprimaient par l'action extra-parlementaire, dans la rue.

Pourtant, après une semaine de mobilisation et d'escalade continue, le mouvement finissait par
1) axer ses actions dans le cadre du parlementarisme (le projet de référendum du FQF, pressions du FQF sur les députés dissidents, etc).
2) une ligne politique encore minimale et vidée d'un contenu social ou radical (l'unilinguisme français point).
3) et un contrôle organisationnel du FQF par les éléments les plus conservateurs du Front commun (surtout la SSJB) et une désorganisation des groupements étudiants et de la gauche.

Une semaine et demi d'actions de masse dans la rue contre le pouvoir établi n'a produit presqu'aucune radicalisation ou politisation de la lutte et a fini par renforcer les éléments conservateurs plutôt que la gauche.

Comment une telle situation s'est elle produite?

FQF: DOMINE PAR LES PETITS-BOURGEOIS

Discutons d'abord la nature du front commun, le FQF.

En tant que coalition de divers groupements, le front commun était dominé par l'élément petit-bourgeois.

a) Les couches sociales activement embarquées dans la lutte étaient surtout les secteurs petits-bourgeois et les étudiants, mais non les ouvriers. Les travailleurs appuyaient passive-

ment cette opposition, mais ils n'ont pas débrayé, ni manifesté en grand nombre. La participation effective était restreinte à la SSJB (avocats, professeurs, petits patrons, notables divers, etc), aux enseignants, aux étudiants, aux artistes de toutes sortes et aux cadres professionnels,

b) Les deux forces du front commun qui n'appartenaient pas aux couches petites-bourgeoises, les étudiants et la CSN, n'agissaient pas comme groupes autonomes avec leurs propres positions politiques, intérêts définis et lignes d'action autonomes. Ils ne se constituaient pas comme agents radicalisants, poussant le FQF à gauche. La participation de la CSN était limitée aux quelques "leaders" syndicaux. Ceux-ci n'ont jamais mobilisé les ouvriers dans les campagnes politiques. De plus, ils n'ont pas eu une ligne politique différente de celle de la SSJB et des autres. Par contre, les étudiants étaient mobilisés en masse et étaient prêts à aller très loin politiquement. Mais ils n'avaient aucune structure pour leur permettre d'agir d'une façon collective et cohérente, ni de déterminer leur propre orientation politique et stratégique. Donc, ils constituaient une masse mobilisée, manipulés et utilisée pour une lutte dont les moyens d'action et les buts politiques étaient définis par d'autres (les Lemieux, Angers, Chartrand, etc,).

A ceci, il faut ajouter qu'au cours de la campagne, la masse participante n'a jamais été consultée sur les questions politiques ou stratégiques (comme cela s'est fait en profondeur en France en mai 68). Les teach-ins et ralliements servaient de tremplin d'agitation pour les "grosses vedettes" plutôt qu'à une démocratie de masse. Les masses participantes

n'ont jamais contrôlé les dirigeants, sauf par leurs débrayages et manifestations quasi-spontanées dont le FQF devait toujours tenir compte. c) La gauche (le FLP, MSP, LJS, divers étudiants et d'autres individus et comités), malheureusement, faisaient un fort travail d'organisation, mais n'ont jamais présenté de position politique ou d'exigences programmatiques ou encore d'analyse radicale. Ils participaient au front commun, faisant le travail de merde, laissant la ligne politique et les portes-paroles aux dirigeants centristes du FQF. La gauche a rarement tenté de radicaliser ou de politiser la lutte, de structurer ou d'organiser les forces qu'elle pouvait influencer.

LIGNE POLITIQUE MINIMALE

La ligne politique du FQF restait toujours minimale: retrait du bill 63, proclamation de l'unilinguisme français.

Il faut faire ici des distinctions claires entre le nationalisme de gauche et le nationalisme de droite ou de centre.

La base de la position des nationalistes de droite, soient la SSJB, la LIS, le Parti Québécois est de réaliser un Québec indépendant et unilingue, mais de maintenir les rapports sociaux et économiques existants, de maintenir le système capitaliste, avec peut-être, des dirigeants français. Leurs réformes ne dépassant jamais le niveau de l'autodétermination culturelle et/ou politique.

Leurs programmes politiques sont le plus souvent axés sur

a) l'autodétermination de la nation
b) les menaces du génocide culturel sans l'indépendance et/ou l'unilinguisme français. Cette optique idéologique telle qu'articulée cache les conflits sociaux (la lutte de classe) et présente la nation canadienne-française comme homogène dont les différences sociales et économiques n'existent pas, ou ne prennent pas d'importance majeure. Les liaisons ethniques unissent des couches sociales autrement antagonistes.

Ce type de nationalisme est basé surtout sur les diverses couches petites-bourgeoises qui veulent être maîtres-chez-elles et remplacer la domination politique et sociale des anglais. (Leurs revendications ne s'étendent mme pas à un remplacement de la bourgeoisie Anglo-Américaine par des francophones dans l'économie. Il n'existe pas au Québec, une bourgeoisie nationale, les étrangers possédant presque tout le capital. Le PQ se prononce clairement sur ce sujet, voulant retenir et augmenter à tout prix, les investissements américains.)

L'OPTIQUE DE LA GAUCHE

Par contre, l'optique de la gauche tient compte à la fois de l'oppression nationale (de tous les québécois par le colonialisme Anglo-Américain) et de l'oppression économique (de la classe ouvrière par les patrons anglais et français). Elle voit la libération nationale dans un Québec indépendant et socialiste où le contrôle économique et politique est dans les mains de la classe ouvrière.

Le renversement du système colonialiste

doit être accompagné du renversement du système d'exploitation capitaliste, sinon, on aura un Québec indépendant, mais une classe ouvrière encore exploitée ou par une nouvelle bourgeoisie francophone, ou par les mêmes capitalistes anglo-américains utilisant un gouvernement fantôche petit-bourgeois québécois. Un Québec indépendant et socialiste, c'est la libération culturelle, nationale et économique des travailleurs; ce sera une véritable libération nationale, car elle implique la libération totale de la majorité des québécois (les ouvriers). Un programme indépendantiste ou unilinguiste ne représente qu'une libération partielle des ouvriers.

Les forces socialistes et ouvrières ont des buts communs avec la petite-bourgeoisie concernant l'objectif sur l'unilinguisme et l'indépendance, mais elles se séparent d'elle en exigeant l'abolition du système capitaliste et le remplacement du pouvoir capitaliste par le pouvoir ouvrier. Les intérêts de classe des travailleurs ne disparaissent pas par la lutte au plan national.

Bien qu'il y ait deux contradictions (nationale et sociale) dans la société québécoise, elles sont liées de façons importantes.

Premièrement, l'oppression culturelle et l'exploitation économique viennent de la même source, la bourgeoisie anglo-américaine. Cette classe, anglaise et capitaliste, est le pouvoir de domination nationale et le pouvoir de domination économique. Deuxièmement, et par suite, l'aliénation culturelle-nationale subit par les canadiens-français trouve ses sources dans le pouvoir économique des entreprises an-

glo-américaines; autrement dit, c'est le contrôle économique du capital anglais qui constitue la base du pouvoir des anglais. Par exemple, on doit parler anglais dans les entreprises car ce sont les usines des anglais.

Ces rapports économiques sont surtout directement responsables de l'anglicisation du Québec et du génocide culturel de la nation canadienne-française: le Québec devient de plus en plus anglais car tous les immigrants choisissent l'anglais, optent pour la communauté anglaise; ils choisissent l'anglais parce que c'est rentable pour eux; c'est rentable pour eux, parce que l'anglais a une position privilégiée dans le Québec. C'est la langue des affaires et de la classe dirigeante: on doit parler anglais pour trouver un bon travail, il est plus facile de gravir l'échelle sociale et économique si on est anglais, etc. Mais cette position privilégiée de la langue française est due seulement à ce que l'économie est capitaliste et anglaise.

En somme, l'anglicisation est un résultat direct du pouvoir <u>économique</u> des anglais.

UNILINGUISME ET SOCIALISME

La solution à la crise linguistique (l'unilinguisme français) ne peut se trouver qu'en attaquant les racines du problème, i.e.le contrôle économique des anglais. Aucune solution purement juridique ou politique ne pourra régler un phénomène basé sur les rapports économiques.

Il y a donc deux solutions théoriques et une solution pratique. Théoriquement, on

peut remplacer la bourgeoisie anglo-américaine par une bourgeoisie française. Mais, en réalité cette bourgeoisie nationale n'existe pas,les canadiens-français ne contrôlent presqu'aucun grand capital. Il ne reste alors que l'autre moyen, le socialisme, nationalisation des entreprises anglaises et leur gestion par la classe ouvrière.

Ou nationaliser l'économie et faire de l'unilinguisme français, ou conserver le contrôle économique des anglo-américains et garder les privilèges de la nation anglaise. Il n'y a pas de troisième voie. C'est exactement pourquoi le PQ, alors qu'il opte pour l'indépendance, s'oppose doctement à l'unilinguisme français, car, ne voulant pas s'attaquer au capitalisme anglo-américain, il ne peut instaurer un état unilingue. Le PQ comprend la situation mieux que les nationalistes petits-bourgeois du FQF. Les buts d'un Québec capitaliste (indépendant ou fédéral) et l'unilinguisme sont directement contradictoires. Cela est bien souligné par tous les rapports des grandes entreprises anglaises à la Commission Gendron. Etant donné les faits socio-économiques existants, le socialisme est la seule solution à la crise linguistique, au génocide culturel.

Finalement, l'unilinguisme exige un renversement de tout le système politique parlementariste, vers un pouvoir ouvrier: pour avoir un Québec français, on doit renverser les rapports de classe qui soutiennent la domination anglaise; tous les partis politiques actuels s'opposent à une telle optique, c'est évident qu'aucune pression sur les partis politiques ne réussira , car cela va directement contre leurs intérêts et leur caractère fondamental.

(les UN, libéraux vendus aux américains, le PQ voulant l'indépance sans socialisme).

Nous arrivons à la conclusion que, étant donné la structure capitaliste, colonialiste actuelle du Québec, le socialisme et le pouvoir aux ouvriers sont les seules solutions réalistes contre l'anglicisation, pour l'unilinguisme français.

C'est dommage (épouvantable) que la gauche n'ait jamais souligné l'analyse susdite pendant toute la campagne contre le Bill 63 et ait laissé les dirigeants du FQF vendre leurs rêves irréalistes à la masse.

L'OPTIQUE PETITE-BOURGEOISE DANS LA LUTTE

L'optique de la petite-bourgeoise dans la lutte pour l'unilinguisme français était surtout de sauvegarder la culture française, d'éviter la mort de la langue française. C'est une exigence commune à tous les québécois, mais, l'optique petite-bourgeoise s'est principalement caractérisée durant la campagne contre le Bill 63 par:

1) la limitation de leur position politique à l'unilinguisme. Ils n'ont jamais élargi la lutte pour la langue à la libération nationale, ils n'ont pas expliqué les sources économiques et les rapports de classe qui sont à la base du colonialisme anglais. Ils voulaient restreindre les dimensions de la lutte en ne s'attaquant pas à tout le système impérialiste.

2) la proposition de solutions strictement juridiques et politiques aux problèmes de la langue par exemple, les formulations des revendications du FQF comme "retrait du Bill 63", "proclamation de l'unilinguisme français", "le projet de réfé-

rendum du FQF", "l'assemblée nationale doit définir et soumettre à la population une politique globale de la langue française avant de légiférer sur la situation des minorités". On veut l'unilinguisme français comme résultat d'une législation du gouvernement. Les solutions n'ont jamais touché les structures économiques, et doivent être appliquées par la loi!

3) la direction de toute opposition dans le cadre du parlementarisme, pressions sur les députés, projet de référendum, vote selon les candidats aux élections (voir p. 23), manifestations dans la rue (peut-être), mais comme tactique de pression sur le gouvernement. Surtout ne pas se constituer comme opposition extra-parlementaire en dehors des structures actuelles afin de renverser le système politique. Le FQF avait toujours peur des potentialités radicales de l'action dans la rue.

Dans un numéro spécial du journal de la SSJB (novembre 69), on lit: "Qu'on ne se méprenne pas sur l'esprit qui anime le Front du Québec Français; l'unilinguisme peut très bien s'appliquer de façon civilisée, sans brimer les droits des individus, par étapes et par degrés, sans sortir nécessairement du cadre constitutionnel actuel." (p.3)

Ce qu'il faut souligner concernant ces trois aspects de la position politique petite-bourgeoise, c'est que

1) elle est totalement irréaliste et en dehors des possibilités actuelles: on ne peut pas sauvegarder le français sans changements sociaux fondamentaux, et aucune pression ou "lobbying" ne peut changer les politiques des trois partis.

2) elle correspond aux limitations de la petite-bourgeoisie française qui se trouve dans une po-

sition contradictoire. L'optique irréaliste correspond à leurs propres intérêts de classe et reflète leur position sociale-économique-politique ambigue.

Pendant la campagne contre le Bill 63, la gauche, au moins, pouvait utiliser la conscience existante pour l'unilinguisme afin de radicaliser les gens engagés, élever le contenu politique de la lutte. Et cela aurait été facile, parce que, comme je l'ai déjà montré, l'anglicisation repose sur le pouvoir capitaliste, et l'unilinguisme mène naturellement au socialisme et au pouvoir populaire. Malheureusement, il y eut très peu d'éducation socialiste à ce temps-là et il ne se produisit aucun affrontement idéologique au sein du front commun.

La gauche, quand elle présentait sa propre position, se limitait à dire qu'il fallait avoir des travailleurs et que la lutte ne serait effective qu'avec une participation ouvrière. Les petits-bourgeois du FQF étaient totalement d'accords. D'accords parce que cela ne touchait pas la question fondamentale du contenu politique des revendications. C'était aussi une erreur de la part de la gauche car ce point était présenté comme un moyen pour lutter plus efficacement pour les revendications strictement linguistiques (on voulait utiliser les ouvriers pour augmenter les pressions contre le Bill 63).

Et finalement, il devait être clair pour la gauche que les ouvriers n'embarqueraient pas dans la lutte si le contenu politique ne changeait pas, qu'ils ne sont mobilisables qu'en faisant les liens entre leur exploitation économique, leur situation de classe et leur intérêt culturel, linguistique.

CHRONOLOGIE DE LA LUTTE

Voyons plus précisément le développement de la lutte.

Le FQF s'est formé à une réunion, convoquée par la SSJB, au restaurant Sambo le 25 octobre. La première semaine de la campagne s'est caractérisée par des manifestations et des débrayages étudiants partout au Québec, culminant avec la grande manif à Québec, vendredi le 31. La semaine suivante, recul graduel du mouvement et "apothéose" avec "L'Opération Libération" du 7 novembre au Palais de justice.

PREMIERE SEMAINE

Dès le début, une tension se manifestait entre les groupements étudiants, les comités de citoyens et ouvriers, la gauche d'une part et les dirigeants du FQF de l'autre. Les radicaux avec les syndicats et la L.I.S., optaient pour des actions de masse dans la rue. Les notables petits-bourgeois qui contrôlaient l'exécutif du FQF ont seulement proposé une entrevue avec Bertrand. La SSJB était plus habituée aux pressions politiques à hui clos, aux scéances de cocktails avec leurs amis du gouvernement. Ils ne sont jamais descendus dans la rue; ce n'est pas leur mode d'action comme membre d'une élite sociale et culturelle. Ils avaient peur de l'action directe populaire, ils craignaient le potentiel radical et violent des masses.

Toutes les actions entreprises, sans exception, durant la première semaine desmanifestations, débrayages, etc. étaient ou sponta-

nées ou proposées et organisées par des groupements indépendants de l'exécutif du FQF. Les débrayages étudiants étaient plus ou moins spontanés; à Montréal, la première manifestation (mardi soir) est le produit d'une réunion des étudiants et des militants de la gauche; la manifestation monstre de 30,000 personnes, mercredi le 29, était organisée principalement par le FLP et ses comités ouvriers, avec le comité de citoyens de Saint-Jacques.

Après quelques jours, l'organisation des actions à Montréal disposait d'un comité de coordination groupant les mouvements de gauche, la LIS, quelques comités étudiants, des représentants des comités de citoyens et des gens indépendants (artistes, étudiants, etc.). Ce comité de coordination s'érigeait en structure parallèle du FQF, contrôlait effectivement et coordonnait toutes les actions à Montréal contre le Bill 63.

L'exécutif du FQF s'est plié à contrecoeur à ces initiatives, mais n'a rien fait pour aider les débrayages et les manifestations. Ils ont seulement organisé un service d'ordre pour contrôler la manifestation à Québec le 31 (collaborant avec la police d'une façon écoeurante).

On a toujours été obligés de pousser les dirigeants du FQF pour qu'ils appuient les actions de masse: Par exemple, ni le FQF ni la très riche SSJB n'ont donné d'argent pour financer les manifestations et la propagande; ils n'ont rien donné afin de payer le coût des autobus de Montréal à Québec pour la manifestation du 31, et même le 31, alors qu'il n'y avait pas un sou pour louer les autobus pour des milliers de manifestants impatients, ce n'est qu'après de très fortes menaces que la SSJB a consenti, à



contrecoeur à donner une somme.

La grosse différence entre l'esprit des manifestants (surtout ceux du secondaire) et les

vedettes petites-bourgeoises du FOF était des plus évidente jeudi soir, le 30 octobre, au ralliement du Centre Maisonneuve (le seul évènement organisé par le FQF). Les vieux orateurs petits-bourgeois ont assomé la foule des jeunes qui écoeurés, quittaient la salle trois quart d'heure après le début. Come c'était le cas dans toutes les assemblées, les discours en slogans élémentaires et simplistes n'avaient rien pour élever le niveau politique de la campagne (Le président de l'assemblée a même refusé de permettre à un orateur du FLP de s'adresser au ralliement).

DEUXIEME SEMAINE: RECUL

Au début de la deuxième semaine, les vrais problèmes se sont sccentués.

Après la grande manifestation du 31 octobre, l'ambiguité régnait. Les jours suivants ont été surtout marqués par des tentatives de poursuite et peut-être d'escalade de la campagne par le comité de coordination et des groupes étudiants, mais une forte réaction s'est faite pare le FQF et Chartrand, une réaction qui a réussi à arrêter l'action.

Dans une réunion du dimanche 2 novembre l'exécutif du FOF a décidé de continuer et peut-être d'intensifier la campagne. Partiellement, parce que les membres du comité de coordination ont assisté presque de force à cette réunion et exigeaient des mesures de la part du FOF. Parmi les propositions adoptées, on prévoyait une assemblée populaire massive pour le mardi soir suivant où l'on pourrait voter une contre-loi pour l'unilinguisme français (une loi que l'on pourrait utiliser pour un référendum, et une as-

semblée que l'on pourrait présenter comme plus représentative que l'Assemblée Nationale); on prévoyait aussi une réunion immédiate avec des syndicalistes afin de mobiliser les ouvriers. Le FOF était même sympathique à l'occupation des écoles. De plus, l'exécutif s'est dit d'accord pour ne pas se désolidariser à l'avenir des actions entreprises par d'autres groupements affiliés au FOF même si celles-ci devaient être violentes.

DECOMMANDEMENT DE L'ACTION

L'exécutif était peut-être effrayé par les paroles des membres du comité de coordination. Toujours est-il que le lendemain, ils ont tout changé. Michel Chartrand (ce "grand contestataire révolutionnaire") s'est présenté à la réunion et a vite convaincu l'exécutif d'organiser un recul officiel de la campagne, un appel aux étudiants de cesser leurs débrayages, l'annulation du ralliement populaire, un renversement de la décision d'avoir une réunion avec les chefs syndicaux... enfin, de briser toute tentative de continuer le combat.

Chartrand était encore traumatisé et en colère contre la gauche pour la violence du vendredi soir qu'il a faussement attribué aux provocations délibérées du FLP. Rien d'étonnant, c'est la politique habituelle de Chartrand devant les actions de masse et les éclats de violence. Il va sans dire que ces propos de Chartrand et la décision du FOF étaient prises sans aucune consultation des étudiants et, en fait, contre leur volonté.

Cette réaction n'est pas surprenante de

la part des conservateurs. Ils étaient encore effrayés par des actions de masse et son potentiel de développement radical. Historiquement, la petite-bourgeoisie a toujours reculé et tenté d'arrêter à un moment donné le développement de la lutte populaire dans laquelle elle participait. Cette fois-ci, un dirigeant syndical l'a poussé à trahir les masses.

Ces décisions représentaient aussi une manoeuvre contre la gauche et le comité de coordination: l'exécutif du FQF a ajouté aux mesures citées certaines décisions (et les a rendues publiques) afin de briser et d'éliminer le comité de coordination: ils ont centralisé toutes les finances du bureau de la SSJB et déclaré que seuls les décisions et porte-paroles venant de ce bureau représentaient la voix officielle du FQF. Ils sont même allés jusqu'à condamner d'avance toute forme de violence possible.

Ce n'est qu'après cette date que le FQF est devenu une organisation indépendante, se donnant une structure avec ses propres comités régionaux et a commencé à faire des déclarations propositions politiques et conférences de presse. Il faut noter que ce développement du FQF comme organisation permanente et structurée découle de mesures contre la gauche, afin de ne pas être dépassée par les tendances plus radicales.

Au niveau de l'organisation, tout en commençant à créer ses propres structures et à décommander toute action, le FQF décide de tenir une réunion des exécutifs pour l'autre fin de semaine, de ne pas convoquer l'assemblée populaire prévue, mais plutôt de laisser à un comité de professeurs et de juristes universitai-

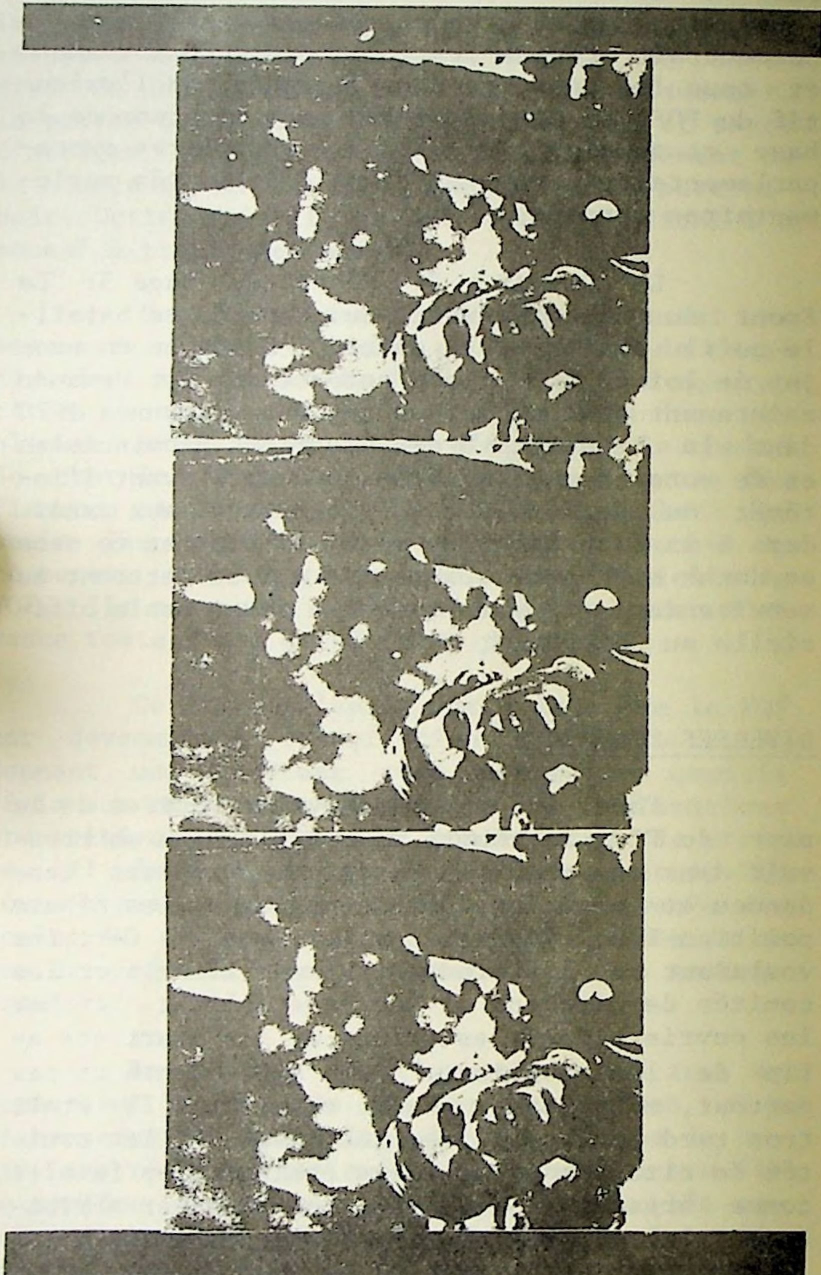
res le soin de préparer un projet de loi qui servirait à un référendum reporté. En somme, on concentrait toutes les initiatives du mouvement et tous les pouvoirs dans les mains de l'exécutif du FQF, on coupait toute participation de la base et on aiguillait les protestataires extra-parlementaires vers un cadre d'activités parlementaires normales.

•

Le Devoir, 31 décembre, page 3: "Le Front du Québec Français qui a perdu la bataille qu'il avait engagé contre l'adoption du projet de loi 63 à la fin d'octobre dernier demande maintenant aux citoyens d'envisager l'année 1970 dans la perspective des élections provinciales et de voter dans l'intérêt du peuple avant l'intérêt du parti.....Le FQF fait appel aux candidats à la direction du parti libéral en ce sens et donne son appui aux partis qui se mettront au service de la langue française comme seule officielle au Québec.!"

DIVERSES TENTATIVES

Face à ces manoeuvres rapides de la part du FQF, le comité de coordination se trouvait dans une mauvaise position. Diverses tendances et positions sont apparues et les débats politico-idéologiques ont commencé. Certains voulaient que les étudiants travaillant avec les comités de citoyens et ouvriers aillent chercher les ouvriers dans les usines et les quartiers afin de les mobiliser. Cela a été tenté un peu partout, mais sans grand résultat. Il était trop tard pour mobiliser les ouvriers, les comités de citoyens et ouvriers étaient trop faibles comme organisation de base pour toucher sérieusement la classe ouvrière (exception faite du



comité ouvrier de St-Henri), il n'y avait pas une ligne politique qui pouvait entraîner les travailleurs, et, surtout, dans une période de recul du mouvement, les noyaux étudiants ne pouvaient pas mobiliser les ouvriers en un ou deux jours, avec des tracts, sans l'appui des dirigeants syndicaux.

D'autres tendances voulaient maintenir le rythme du mouvement étudiant: il y eut des tentatives ,pour continuer les débrayages. Cela a réussi un peu, mais les secondaires étaient incapables d'action commune solidaire pour ramasser toutes les écoles. Isolés, les secondaires rentraient à l'école après un ou deux jours. Les militants durs ont continué à débrayer même s'ils étaient expulsés et la police était sur place dans plusieurs écoles.

Il y avait aussi des propositions en vue d'une escalade étudiante, débutant par l'occupation des écoles anglaises, mais plusieurs personnes avaient peur. Au cours d'une réunion agitée, le 3 novembre, la proposition d'entreprendre une telle action a finalement été acceptée. Mais les organisateurs de l'action (Lemieux et CALTS) n'ont pas donné suite à cette décision et tout est retombé dans l'ombre.

Enfin, étant donné la désolidarisation publique du FOF, le manque d'accord stratégique du comité de coordination et des étudiants, la désorganisation totale dans les milieux étudiants, l'élan des actions étudiantes est tombé en quelques jours. Il y eut, bien sûr, des débrayages, des gestes de résistance étudiante cette semaine-là, mais on ne voyait aucun plan commun

et aucune solidarité entre les écoles. Les étudiants rentraient en masse. Puis a commencé la répression, et, ni les vedettes du FOF, ni la LIS ne restèrent pour aider le comité de coordination à lutter contre les mesures répressives Le FOF s'est détaché de toute action, et Lemieux la publicité et la gloire de la lutte étant terminé, est disparu pour ramasser de l'argent pour son LIS.

LES ETUDIANTS

Les masses étudiantes ne se sont pas organisées effectivement pendant la campagne, et c'est pourquoi les conservateurs du FOF furent capables de telles écoeuranteries. Le MSP venait d'être fondé à la fin de l'été. Il lui manquait une orientation politique définie, et ses cellules devaient souvent s'organiser dans la clandestinité à cause de la répression. Il n'était pas préparé à prendre le milieu étudiant en main. Leurs militants étaient partout actifs mais le MSP n'existait pas comme mouvement cohérent.

CALIS, l'autre "organisation étudiante" n'était qu'un fantôme fondé par quelques étudiants de l'Université de Montréal, CALIS (qui au début a pris l'initiative en organisant le premier grand teach-in à l'Université de Montréal) n'était qu'un nom utilisé par Lemieux ou Lamy pour annoncer une action décidée par n'importe qui. Il n'existait nulle part des comités ou cellules actives de CALIS. C'était une création temporaire, pour des besoins temporaires, parfois utilisée malhonnêtement par Lemieux afin de suggérer au public qu'il y avait un mouvement étudiant structuré derrière lui et son LIS (une

autre organisation de deux personnes). L'intention de Lemieux au début était peut-être de créer avec CALIS son propre mouvement étudiant parallèle au MSP.

Les effets de ce manque d'organisation sont apparus dans la deuxième semaine de la campagne (3 novembre) quand le FOF eut décidé de commander un recul. Malgré la volonté des militants étudiants de continuer les débrayages et les manifestations, ils en étaient incapables. Il n'y avait presqu'aucune coordination entre les diverses écoles, sans organisation commune, la planification d'une stratégie et d'actions communes étaient presqu'impossible. De plus, la solidarité manquait pour continuer la lutte collective contre la répression qui commençait.

Donc, le manque de cohérence du mouvement étudiant permettait aux petits-bourgeois du FOF un pouvoir hégémonique sur la campagne. Ils ont décidé de la ligne politique officielle et, dans la deuxième semaine, ils annulèrent toute tentative d'escalade de la lutte. Les étudiants furent finalement laissés seuls devant la répression.

REPRENONS LA CHRONOLOGIE

Le reste de la deuxième semaine, les vestiges du comité de coordination s'axèrent sur la manifestation de l'Opération Libération du 7 novembre. Cette opération développée depuis septembre, était surtout organisée par le FLP et le MSP, avec une participation active dans les conférences et la publicité du Comité d'aide Vallières-Gagnon et de Robert Lemieux, avec l'appui matériel du Conseil Central et de la

CSN. LA LIS a toujours refusé d'y participer activement, car cette action était trop politique et contrôlée par la gauche. La manifestation elle-même a regroupé environ 3,000 personnes, ce qui n'est pas si mal, considérant qu'elle s'est située en période de recul du mouvement et était axée sur un programme politique radical.

CONTRE LA GAUCHE

Cependant le FQF se fixait sur son projet de référendum et des pressions parlementaires. Il devenait une organisation indépendante et structurée, consolidée une fois l'action de masse passée et la gauche désorganisée.

Tout le centre politique se débarassait de la gauche. Par exemple, le 11 novembre, jour de la réunion du Conseil municipal qui devait entériner le règlement anti-manifestation de Saulnier, le Conseil Central de la CSN et des groupes de la gauche s'accordèrent pour une manifestation le lendemain. Mais, à la conférence de presse convoquée pour l'annoncer, Michel Chartrand est arrivé avec ses amis du FQF (Angers,Lemieux, Miron, etc.) et a repoussé presque violemment et aux yeux des journalistes les représentants des mouvements de gauche. Il les a dénoncé comme des maudits groupuscules insignifiants, a amené Angers et cie à la table et a commencé sa déclaration personnelle contre l'accusation de sédition. Angers et les autres ont suivi, et puis toute la "vedettaria" est partie. Il va sans dire que l'action prévue fut un échec total.

La semaine suivante, Chartrand a pour-

suivi ses tentatives pour construire son nouveau front commun avec les nationalistes petits-bourgeois. Par exemple, il a amené Angers, Jacques-Yvan Morin et d'autres à une réunion du Conseil Central, faisant entendre aux ouvriers ces "grands patriotes" qui parlaient des droits de l'homme, de l'obligation de la classe ouvrière de suivre les luttes juridiques et unilinguistes de la petite-bourgeoisie.

Cependant, devant la nouvelle vague de répression, Chartrand, sur qui pesaient des accusations de sédition et de mépris de cour, faisait une lutte juridique, personnelle et symbolique (au lieu d'une lutte politique). On dépolitisait le conflit en parlant des droits de l'homme des Nations-Unies, de la Constitution Canadian, etc.; aucune action de masse n'était proposée et aucune action ouvrière n'a suivi l'arrestation d'un important leader syndical.

Avant de tirer les conclusions générales, il faut faire des remarques sur les principaux groupements.

<u>LA CSN</u>

La participation de la CSN était limitée aux discours publics, principalement ceux de Chartrand. Bien que l'aile gauche venait de remporter une victoire à la CSN, au sujet de l'unilinguisme, les gauchistes ont été incapables de mobiliser leurs ouvriers dans des campagnes politiques (exception possible avec la manifestation à Québec durant le Congrès de l'Union Nationale, juin 1969). Seuls les fonctionnaires à Québec ont débrayé. Les travailleurs

appuyaient passivement la lutte contre le bill 63. Il est intéressant de noter que la seule participation ouvrière dans la rue, fut lors de la manifestation du 29 octobre à Montréal, organisée par le FLP, les comités ouvriers et les comités de citoyens.

Les gens de la CSN n'ont fait aucun travail de politisation vers la gauche pendant la campagne. La ligne politique de Chartrand était essentiellement celle des autres dirigeants du FQF (un nationalisme simple), et la CSN n'a jamais participé au comité de coordination, n'a jamais manifesté sa solidarité avec la gauche durant le combat. Et comme je l'ai dit, ce fut Chartrand qui convainquit le FQF de décommander l'affaire dans la deuxième semaine et de se débarasser du comité de coordination et d'attaquer publiquement les groupes de gauche à la conférence de presse. Le soir de la manifestation à Québec, Chartrand (avec Raymond Laliberté de la CEQ et Raymond Lemieux) a tout fait pour empêcher que la violence n'éclate et s'est engueulé avec des étudiants à plusieurs reprises quand ceux-ci voulaient diriger une manifestation vers des cibles politiques.

Comme avant "Opération McGill", la manifestation contre l'Union Nationale à Québec, Chartrand a tenté de jouer son rôle de pacificateur des actions de masse, s'élevant fortement contre la gauche. Il se déclare un pacifiste et s'oppose à toute action qui pourrait entraîner la violence. De sa part, aucune compréhension de la nécessité et de la fonction de la violence populaire dans un processus révolutionnaire. (L'argument habituel de Chartrand est: "Il ne faut pas se battre contre la police, mais contre le pouvoir établi lui-même." Je me demande s'il

dirait aux vietnamiens de ne pas se battre contre les soldats américains, s'il dirait aux manifestants attaqués par la police de ne pas se défendre, et s'il dirait aux Black Panthers aux Etats-Unis de se laisser assasiner par la police.)

Il y a bien sûr, des révolutionnaires et militants de bonne foi dans la CSN, surtout à Montréal, mais dans la pratique ils n'ont jamais été capables de contrôler Chartrand et de mener effectivement des campagnes politiques à participation ouvrière.

LA LIS

La LIS, malgré son image publique n'est rien d'autre qu'une agence de presse pour Raymond Lemieux. Depuis un an (après la scission du mouvement MIS à St-Léonard), Lemieux fait un travail d'agitation générale, des discours publics, des conférences de presse, etc, mais n'a jamais bâti une organisation ou un mouvement permânent avec des membres et des comités de base.

Il y a deux membres actifs à la LIS (Lemieux et Laurier Gravel), une secrétaire au bureau (la femme de Gravel), et le reste se répertorie en des individus qui de temps en temps collaborent avec Lemieux dans des actions particulières. Mais un mouvement permanent (de masse ou de militants) et un travail d'éducation politique a toujours été hors de question. Souvent, Lemieux crée des organisations fantômes de 1 ou 2 personnes (le Conseil de Légitimité Nationale les CALIS, le Comité des Fêtes, etc.) qui ne servent qu'à la publicité.

C'est une politique de vedette individuelle (des gestes symboliques, ex: le remplacement des drapeaux dans les écoles anglaises ou la fête pour marquer l'anniversaire de la visite de Charles de Gaulle), de nombreuses conférences de presse et des discours en période d'actions de masse.

Parfois, Lemieux réussit à prendre la vedette des actions organisées par d'autres. (Durant l'Opération McGill, par exemple, la LIS est entrée dans l'action deux mois après le lancement de l'Opération. Lemieux n'avait jamais fait partie du comité d'organisation. Son rôle en était un de porte-parole public durant les deux dernières semaines. Les mass-média en ont fait un leader, à cause de son image publique et parce que les autres organisateurs du CIS-FLP ne voulaient malheureusement pas s'identifier. A part ce travail de porte-parole, la seule chose que Lemieux a faite, ce fut de conclure un accord avec Gilbert et la police un jour avant la manifestation, accord fait sans consultation des organisateurs).

L'engagement politique de Lemieux reste toujours ambigu -il fait des alliances partout et avec tout le monde, utilisant et la gauche et la droite: il peut s'allier avec les droitistes pour fêter Charles de Gaulle (le Conseil de la Légitimité Nationale) et avec la gauche pour l'Opération MC Gill: avec Chaput pour la loterie, ou, le 11 novembre, une heure avec la gauche dans le comité de coordination et l'heure suivante avec Chartrand qui attaque cette même gauche...

Durant l'Opération Mc Gill il travaillait avec la gauche parce que c'était la gauche

qui organisait la manifestation, mais il a aussi tenté de bâtir une aile droitiste en convoquant sa propre conférence de presse et une autre conférence publique à laquelle il a invité ses amis de la droite, comme Chaput et André Dagenais (de la Société Nationale Populaire, un autre fantôme). Devant une audience étudiante il parle comme un socialiste, devant d'autres audiences.. ...etc.

LIGNE POLITIQUE

Bien que ce soit un jeu opportuniste de Lemieux, cela fonctionne parce que sa ligne politique consiste en ceci: "il faut que toute la nation canadienne-francaise axe ses revendications sur l'unilinguisme français; la langue et la culture française sont en train de mourir ; il faut avant tout les sauvegarder; la nation se définit par sa langue commune; c'est la seule chose qui réunit tous les québécois ensemble parce que c'est la seule chose qui leur reste." (résumé par l'auteur).

Comme optique politique, c'est d'abord une ligne minimale (unilinguisme français point) et, deuxièmement, strictement négative et défensive - aucune vision d'un Québec renouvelé et libéré, aucun programme politique positif.

Lemieux parle très rarement des rapports entre la langue et la structure économique et il veut consciemment caché les divisions sociales afin de faire l'unité de toutes le couches françaises sur la question de la langue. Objectivement, la position de Lemieux et de la LIS est celle d'un nationalisme de droite pur, parce qu'elle repose sur l'unité nationale et

ignore complètement les conflits de classe et les intérêts de classe des ouvriers. Par exemple, dans un récent tract de la LIS (un tract qui cite en majuscules Daniel Jonhson, Jean-Noel Tremblay et...Raymond Lemieux!) on y lit: "Notre langue française est sans doute le seul point de ralliement et le plus puissant facteur d'unité du québécois, au-delà des divergences régionales sociales et politiques. C'est la base fondamentale de notre existence nationale et la seule raison d'être de l'Etat du Québec."

Dans la première semaine et demi de la lutte contre le bill 63, Lemieux utilisait les forces de la gauche (particulièrement le comité de coordination) parce qu'il savait très bien qui faisait l'organisation pratique des actions de masse. Pourtant il ne tenait pas compte de la discipline collective du comité de coordination; parfois il ne suivait pas les décisions, et souvent, il annonçait des décisions prises par l'ensemble du comité de coordination, au nom de la LIS ou des CALIS; mais quand les différences idéologiques et politiques se sont manifestées au sein du comité de coordination, durant la deuxième semaine, Lemieux est tout de suite parti et s'est désolidarisé d'avec le comité, le 11 novembre, jour de cette fameuse conférence de presse avec Chartrand, Angers et cie. Quand le recul a commencé, Lemieux a quitté le comité de coordination, et a refusé par après, de participer activement à l'Opération Libération. Même avec la répression dans les écoles, il n'a rien fait, sauf quelques déclarations aux journalistes contre l'état policier.

Quant—à la violence, malgré son image publique et malgré l'impression qu'il donne à la gauche en privé, Lemieux est toujours contre la

violence. Il a toujours fait tout ce qu'il a pu pour l'éviter dans les actions de masse. Par exemple: son accord individuel avec Gilbert avant l'Opération McGill, sa dénonciation publique de la manifestation organisée par le FLP le 10 octobre 1969 (3 jours après la grève des policiers); ses discours devant McGill le 28 mars et à la manifestation devant le Club Renaissance le 29 octobre appuyant sur la nécessité de la non-violence de la part d'un "peuple civilisé" (cette ligne est vraiment écoeurante et malhonnête: elle reflète la mentalité bourgeoise conservatrice et la passivité d'un esprit colonisé) son activité ressemble à celle de Chartrand et de Laliberté qui se sont engueulés avec des manifestants le 31 octobre dans le but d'éviter les affrontements violents.

Lemieux a toujours utilisé et la gauche et la droite pour ses buts particuliers. Il n'est pas un homme de la droite (bien que objectivement sa position politique appartienne à la droite), mais surtout opportuniste. (Mes amis qui participaient à l'ancien RIN, me disent que, dans ce sens, il ressemble beaucoup à Pierre Bourgault).

LA GAUCHE

J'ai déjà mentionné les nombreuses erreurs de la gauche au cours de la campagne. Elle a fait un travail d'organisation sans avoir, ou même tenter, d'influencer la ligne politique conservatrice imposée par les dirigeants du FOF. C'est très grave quand une gauche, qui se dit révolutionnaire, participe à un front populaire et ne fait rien pour politiser ou radicaliser la

lutte, laissant l'hégémonie politique sur les masses participantes aux couches petites-bourgeoises et aux dirigeants syndicaux réformistes. Et c'est plus grave quand la grande majorité des activistes de la rue sont des étudiants - secteur normalement très à gauche.

Les seules différences politiques distinguaient les militants de la gauche organisée durant le combat étaient:

1) Une insistance constante sur la nécessité de l'action dans la rue, et non pas des pressions parlementaires, et
2) La nécessité d'embarquer les ouvriers

Pourtant en ce qui concerne ce deuxième point, la façon dont il était présenté l'a rendu banal et apolitique: on disait qu'il fallait mobiliser les ouvriers pour la campagne en cours, mais on n'a pas combiné cette exigence avec un changement politique et programmatique; on n'a pas lié la lutte des classes à la lutte nationale et présenté une optique socialiste et ouvrière pour la libération nationale.

On voulait mobiliser des travailleurs dans un mouvement encore contrôlé par les petits-bourgeois du FOF, et pour une ligne politique encore minimale, vidée d'un contenu social.

FAIBLESSE ORGANISATIONNELLE

De plus, il était pratiquement impossible pour la gauche d'embarquer les ouvriers, même si la ligne politique avait été correcte les groupements de la gauche manquaient d'organisation ou de comités implantés dans les milieux ouvriers: à une ou deux exceptions près, les co-

mités ouvriers ou de citoyens étaient des fantômes malhonnêtement utilisés pour donner une impression publique de force populaire derrière la gauche. De plus, les tracts distribués par des étudiants dans les quartiers ou usines, bien qu'ils étaient valables, ne pouvaient seuls, convaincre sérieusement les ouvriers d'agir.

Nonobstant ces erreurs stratégiques et politiques la gauche aurait quand même été dans une position de faiblesse dans le front commun, parce qu'elle manquait de structures de base, que généralement la gauche organisée consistait en une poignée d'agitateurs qui faisaient du travail partout, mais qui n'étaient pas implantés dans les milieux ouvriers. Un résultat nuisible, déjà mentionné, ce fut l'incapacité chronique de la gauche de mobiliser les travailleurs face à la paralysie des dirigeants syndicaux.

UN CONTRE-POIDS A LA CSN ET A LA SSJB

En termes de pouvoir réel, la gauche ne représentait presque rien, elle était facilement submergée par les grandes organisations SSJB, CSN, etc. Et, comme il n'existait aucune organisation étudiante, la gauche fut privée de l'utilisation de sa base inexistante.

Malgré tout, il faut dire qu'il y eut un moment, au cours de la campagne, où la gauche eut des possibilités d'influence importante. Après la manifestation à Montréal, le 29 octobre, (mardi), le FLP a pris l'initiative dans une assemblée au Gésu, d'organiser une manifestation pour le lendemain. On a fait reposer l'action sur les comités ouvriers du FLP et le comité de citoyens de St-Jacques. La manifestation a été

une excellente réussite, et ce fut la seule fois qu'on vit une participation ouvrière dans ce conflit. Mais la gauche n'a pas pu maintenir ces initiatives et a perdu le contrôle tout de suite après.

Les militants de la gauche avaient toujours peur de se présenter publiquement ou de prendre la parole dans les assemblées. Souvent ils ont laissé à Lemieux le soin de faire des annonces ou des discours publics pour le comité de coordination. En cela, la gauche se fourrait comme à l'Opération McGill, mais en pire cette fois-ci.

Finalement, il faut dire que la gauche faisait une mauvaise analyse de l'évolution de la situation au Québec. On n'a pas prévu la situation qui s'est développée avec le bill 63. Seul Lemieux prédit d'avance (septembre 69) l'importance de la lutte au niveau de la langue (octobre 69). Pendant que Lemieux et la SSJB se préparaient pour cette lutte, la gauche s'organisait pour l'Opération Libération et Vallières-Gagnon.

Une brève note sur la LJS (trotskystes). Tout au cours de la campagne, la LJS a gardé la ligne politique minimale et modérée de tout le monde. Elle s'est identifiée comme équipe technique et organisationnelle de Raymond Lemieux, le suivant, collaborant avec lui d'une façon non équivoque.Ils ont organisé (Michel Mill et d'autres) le service d'ordre et parlaient toujours de la nécessité d'une orientation pacifiste. A la fin de la première semaine ils ont lancé un appel (par des tracts) à la grève générale de la classe ouvrière!

EVALUATION

On évalue selon les possibilités et potentialités concrètes qui existent à un moment donné. J'ai déjà dit auparavant comment la lutte récente pour l'unilinguisme, tout en marquant un développement profond et important de la conscience nationaliste au Québec, manquait d'une participation ouvrière, d'une orientation politique claire et réaliste et était trahie par la petite-bourgeoisie désireuse d'arrêter l'action de masse et de canaliser l'opposition dans la voie du parlementarisme.

Quant à la gauche, elle a beaucoup perdu dans cette conjoncture historique du Québec. les possibilités d'approfondir la lutte et de bâtir un mouvement de gauche - existaient. Mais à cause des erreurs politiques et stratégiques et d'un manque d'implantation dans la population la gauche a réalisé l'hégémonie du front commun des petits-bourgeois conservateurs.

Cela représente un échec grave et un recul sérieux, car, depuis des années, c'était la gauche qui avait toujours organisé et dirigé les actions de masse nationalistes - les Saint-Jean-Baptiste '68 et '69, l'Opération McGill, etc. Pour la première fois en octobre '69, elle a perdu son influence. Les couches petites-bourgeoises et les centrales syndicales se sont engagés dans la lutte et ont facilement poussé la gauche de côté.

Cela est un témoignage éloquent de la faiblesse de la gauche actuelle. Dans le passé, la gauche a trop axé ses efforts pour organiser des manifestations générales, et pas suffisemment sur un travail de longue haleine à la base,

dans les usines, syndicats et quartiers ouvriers. L'année dernière elle flottait de crise en crise, de bordel en bordel, sans construire une organisation de base structurée, sans faire une éducation socialiste poursuivie avec la population et sans développer une stratégie cohérente. Le FLP, par exemple, n'a pas une image publique comme mouvement socialiste - la population ne comprend pas - mais a surtout une identité de nationalistes extrêmistes qui aiment la violence et organisent les émeutes.

Maintenant il y a un danger grave pour que la tête de la "contestation" soit prise par des opportunistes et vedettes réformistes comme Chartrand, Angers, Lemieux, etc, qui, tous conscients de leurs intérêts, contre la gauche révolutionnaire, veulent nous rendre marginaux.

PRIORITES POUR LA GAUCHE

L'analyse présentée ici soulève des problèmes d'ordre plus général pour la gauche.

La conjoncture actuelle au Québec peut être définie comme un processus de radicalisation dans tous les milieux - une contestation croissante des étudiants et ouvriers - et, donc une polarisation où les deux côtés "s'extrémisent" (gouvernement - patrons-anglais-étudiants-ouvriers-francophones) - et puis, comme réponse du pouvoir établi, une répression dure et croissante. Tout cela est un processus inévitable dans une crise sociale aigüe.

Il faut absolument une réponse politique: pousser les contradictions jusqu'au bout, intensifier les luttes, clarifier les options

politiques, polariser de plus en plus. Pourtant les forces révolutionnaires organisées se situent en arrière de ces développements: les gens se radicalisent et agissent spontanément sans qu'aucun mouvement ne politise et ne récupère ces luttes. De plus, les militants eux-mêmes sont partout dispersés et isolés.

Donc, les priorités ou tâches immédiates pour la gauche sont évidentes:

a) D'abord, un travail plus approfondi à la base une implantation dans le mouvement ouvrier, dans les usines, les syndicats et les quartiers. C'est un travail de longue haleine, qui implique que l'on doit moins se "brancher" sur "l'agitation générale". La révolution n'est pas une accumulation de manifestations et d'émeutes, mais un geste collectif et conscient d'une clas ouvrière organisée et politisée. Sans une base organisée et le développement d'un mouvement ouvrier politique, l'agitation devient un travail inutile et la "contestation spontanée" se perd sans implications révolutionnaires. Sans une base forte de la gauche, le pouvoir établi nous écrasera avec une répression de plus en plus dure: sans une base forte, nous n'éxercerons aucune puissance dans les "fronts communs": sans le développement d'une conscience de classe et d'une politisation de la classe ouvrière, les actions contestataires ne profiteront qu'au Parti Québécois et autres réformistes.

b) Il faut radicaliser et politiser les actions au plan nationaliste. La gauche doit avoir sa propre position politique à l'intérieur des fronts communs, il faut critiquer les tendances petites-bourgeoises, et intégrer la lutte des classes dans la lutte nationale.

c)Il faut structurer le mouvement étudiant comme force radicale avec sa propre organisation et ligne politique révolutionnaire.

Tout cela implique que la gauche doit se débarasser de plus en plus des autres groupements réformistes et faire son propre travail révolutionnaire avec son propre programme. Mais il ne faut pas laisser la direction des luttes populaires aux autres: nous devons lancer ces luttes et conduire le combat politique à l'intérieur des luttes existantes, démontrer que seule la gauche représente les vrais intérêts des étudiants-ouvriers et est prête à aller jusqu'au bout. Surtout, il faut développer, graduellement bien sût, une conscience et une organisation autonome de la classe ouvrière; il faut empêcher Chartrand et cie de mener les ouvriers dans des coalitions nationalistes dirigées par les couches petites-bourgeoises (ex: FQF).

Il faut commencer ce travail plus sérieux dès maintenant. Parce que si et quand le PQ prendra le pouvoir, il pourra écraser facilement toute tentative d'opposition ouvrière et radicale, si les forces ouvrières et révolutionnaires ne sont pas organisées avant cette prise du pouvoir. Le PQ au pouvoir sera une petite-bourgeoisie effrayée et peu rassurée par les potentialités de soulèvement des travailleurs. Si la classe ouvrière n'est pas organisée de façon politique et autonome, et si on ne bâtit pas un mouvement ouvrier-révolutionnaire fort, on verra un Québec indépendant où les ouvriers seront mieux exploités en français et où la répression du PQ écrasera la gauche pour des années. Les ouvriers deviendront politiquement cyniques, encore fourrés et trahis par les élites.

stan gray

ART ET SOCIÉTÉ

Université
Libre
d'Art
Quotidien

LE ROLE DE L'INTELLECTUEL ET DE L'ARTISTE DANS LA SOCIETE

Mettre en évidence à l'intérieur de chaque milieu les contradictions existantes.
Développer une action afin que ce soient les gens eux-mêmes qui produisent les changements.
La quasi totalité de ce qu'on fait au nom de la culture contribue à la prolongation d'un système fondé sur des rapports de dominants à dominés.
La persistante de ces rapports est garantie par le maintien de la dépendance et de la passivité chez les gens.
La société, en assimilant les nouvelles attitudes, en lime toutes les arêtes et change en habitudes ou en modes tout ce qui aurait pu avoir un début d'agressivité, vis-à-vis des structures existantes.
Or, aujourd'hui, se fait toujours plus évidente la nécessité de remettre en question le rôle de l'artiste dans la société. Il faut acquérir une lucidité plus grande et multiplier les initiatives, dans la difficile position de celui qui, tout en baignant dans une réalité sociale donnée, et tout en ayant compréhension de sa situation, essaye de tirer parti des possibilités qui s'offrent pour produire des changements.
Quand les gens commencent à regarder par leurs propres yeux, quand ils constatent que les schémas mentaux qui les emprisonnent sont très loin

de leur réalité quotidienne, les conditions sont mûres pour une action de destruction de ces schémas.
Certes, le poids énorme de la tradition artistique et des conditionnements qu'elle exerce, nous font douter. Et plusieurs fois, nous tournons le regard vers le passé où se trouvent les stéréotypes historiques et les valeurs établies qui essayent de se prolonger.
On peut facilement voir dans la société deux blocs bien différenciés. D'un côté une minorité qui détermine totalement ce qui fait la vie de cette société (politique, économie, normes sociales, culture, etc.) De l'autre côté une masse énorme qui suit les déterminations de la minorité. Cette minorité agit en sorte que les choses se prolongent. Et tout en changeant d'apparence, les rapports demeurent les mêmes.
Si on se place dans cette perspective, on constate, dans la production intellectuelle et artistique, deux attitudes bein différenciées. D'un côté tout ce qui volontairement ou non aide à maintenir la structure des rapports existants, à conserver les caractéristiques de la situation actuelle; de l'autre côté, éparpillées un peu partout, des initiatives, délibérées ou non, qui essayent de miner les rapports, de détruire les schémas mentaux et les comportements sur lesquels s'appuie la minorité pour dominer.
Ce sont ces initiatives qu'il fau-

drait développer et organiser. Il s'agit de se servir d'une capacité professionnelle acquise dans le domaine de l'art, de la littérature, du cinéma, de l'architecture, etc, et - au lieu de suivre simplement le chemin déjà tracé, celui qui conso--lide les structures sociales de mettre en questions les prérogatives ou privilèges propres à notre situation.
Il s'agit d'éveiller la capacité potentielle qu'on les gens de participer, de décider par eux-mêmes et de les amener à se mettre en rapport avec d'autres gens pour développer une action commune, afin qu'ils jouent un rôle réel dans tout ce qui fait leur vie.

Il s'agit de faire prendre conscience que le travail, qui se fait au nom de la culture ou de l'art est seulement destiné à une élite. Que le schéma à travers lequel cette production entre en contact avec les gens est le même que celui sur quoi s'appuie le système de domination.

LES DETERMINATIONS UNILATERALES DANS LE CHAMP ARTISTIQUE SONT IDENTIQUES AUX DETERMINATIONS UNILATERALES DANS LE CHAMP SOCIAL.

La production artistique conventionnelle est exigente vis-à-vis du spectateurs. Pour qu'il puisse apprécier, elle sous-entend des conditions spéciales; une certaine con-

naissance de l'histoire de l'art: une information particulière, une sensibilité artistique, etc. Ceux qui répondent à ces exigences appartiennent évidemment à une classe bien déterminée.
Ainsi on collabore à toute une mythologie sociale qui conditionne le comportement des gens. On retrouve le mythe de la chose unique, qui va à l'encontre de la chose commune, le mythe de celui qui fait les choses spéciales, qui va à l'encontre de celui qui fait des choses communes; le mythe de la réussite - ou pire encore le mythe de la possibilité de la réussite.

TOUT CE QUI JUSTIFIE UNE SITUATION DE PRIVILEGE, UNE EXCEPTION, PORTE EN LUI-MEME LA JUSTIFICATION DES SITUATIONS NON PRIVILEGIEES DU GRAND NOMBRE.

C'est ainsi que naît et se progape, par exemple, le mythe de l'homme exceptionnel (politique, artistique, milliardaire, religieux, révolutionnaire, dictateur, etc). qui implique son contraire: l'homme qui n'est rien, le misérable, le râté, l'ignorant. Ce mythe là et quelques autres sont les mirages qui maintiennent la situation: chaque individu, dans un moment ou dans un autre est incité à y adhérer. Car la "réussite" fait partie de l'échelle des valeurs qui soutient les structures sociales.



VERS LA LUTTE DE CLASSE




QU'EST-CE QUE C'EST ???
QUI ETES VOUS? ????
7
JE SUIS LE VRAI TRAVAILLEUR. CELUI QUI NE SE LAISSERA PLUS EXPLOITÉ ...
ET QUI DÉTRUIRA LE CAPITALISME !

Dans nos propres milieux, nous pouvons mettre en question la structure sociale et ses prolongements à l'intérieur de chaque spécialité. Nous pouvons coordonner les intentions de tous et créer des perturbations dans le système.
D'une façon ou d'une autre, nous participons à la situation sociale. Le problème de la dépendance et de la passivité des gens n'est pas un problème local - mais général, même s'il a des aspects variés. Il devient plus aigu dans les centres où la tradition et la culture ont un poids plus grand, et ou l'organisation sociale est plus évoluées.
Les jeunes peintres conditionnés (par l'enseignement, par l'imprégnation d'idéaux qui obéissent à des schémas pré-établis, par les mirages de la réussite, etc.) peuvent être stimulés par certaines évidences et orienter leur travail dans un sens différent.
Ils peuvent:

cesser d'être les complices inconscients, involontaires des régimes sociaux où la relation est de dominés à dominants.

devenir des moteurs et réveiller la capacité endormie des gens à décider eux-mêmes de leur destin.

ranimer leur puissance d'agressivité contre les structures existantes.

au lieu de chercher des innovations à l'intérieur de l'art, changer dans la mesure du possible, les

mécanismes de base qui conditionnent la communication.

récupérer la capacité de création des praticiens actuels (complices généralement involontaires d'une situation sociale qui maintient la dépendance et la passivité chez les gens); essayer de fonder une action pratique pour transgresser les valeurs et casser... et casser les schémas; déclencher une prise de conscience collective et préparer, avec clarté, des entreprises qui mettront en évidence le potentiel d'action que les gens portent en eux.

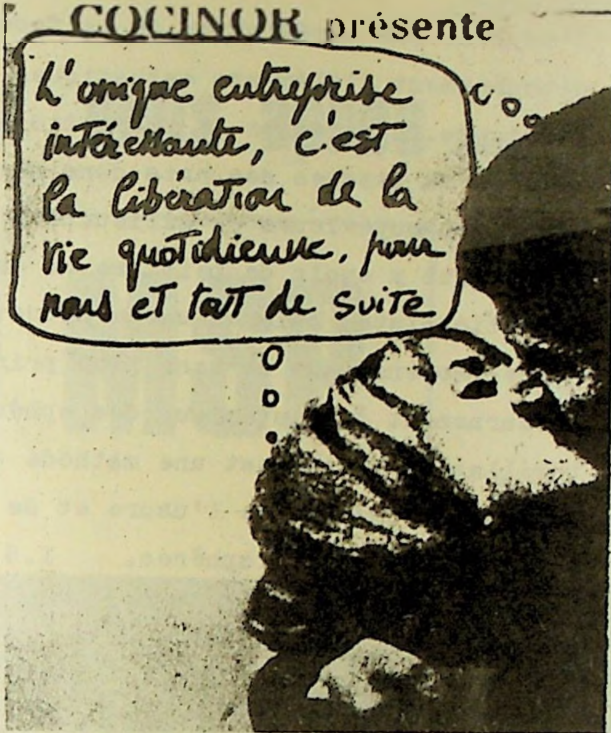
organiser une espèce de guérilla culturelle contre l'état actuel des choses, souligner les contractions, créer des situations où les gens retrouvent leurs capacités à produire des changements.

combattre toute tendance au stable, au durable, au définitif; tout ce qui accroît l'état de dépendance, d'apathie, de passivité lié aux habitudes, aux critères établis, aux mythes - et autres schémas mentaux nés d'un conditionnement complice avec les structures au pouvoir. Systèmes de vie qui, même en changeant les régimes politiques, continueront à se maintenir si nous ne les mettons pas en question.

L'INTERET RESIDE DESORMAIS NON PLUS DANS L'OEUVRE D'ART (AVEC SES QUALITES D'EXPRESSIONS, DE CONTENU, ETC.) MAIS DANS LA CONTESTATION DU SYSTEME

CULTUREL. CE QUI COMPTE CE N'EST PLUS L'ART, C'EST L'ATTITUDE DE L'AR TISTE.

U.L.A.Q.

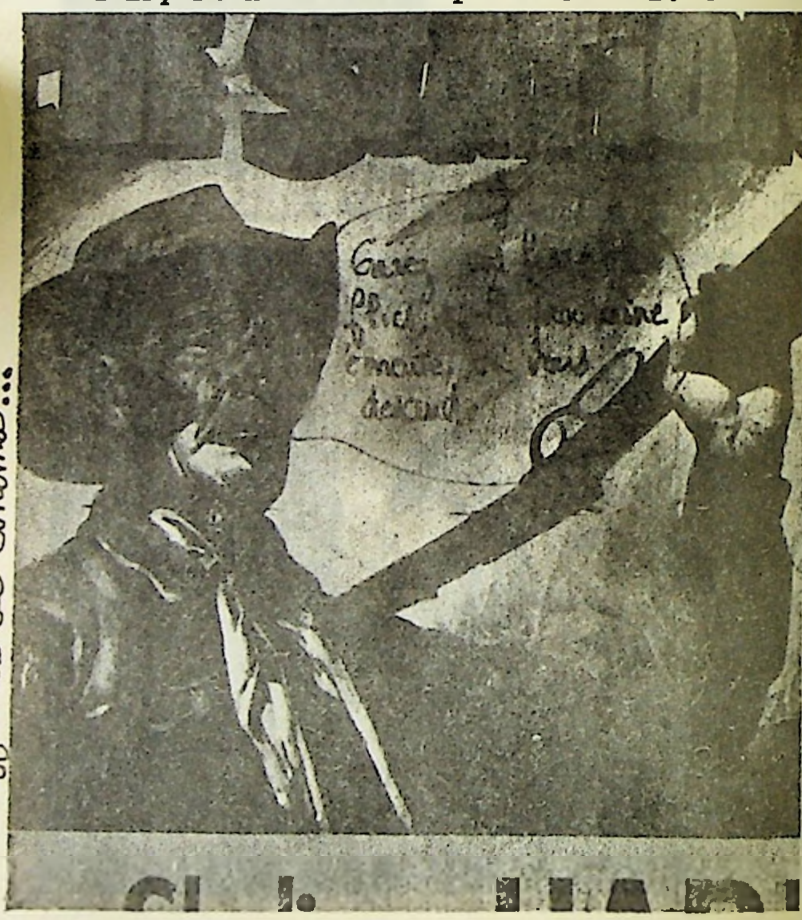


dans le métro...



DETOURNEMENT:

S'emploie par abréviation de la formule: détournement d'éléments esthétiques préfabriqués. Intégration de productions actuelles ou passées des arts dans une construction supérieure du milieu. Dans ce sens il ne peut y avoir de peinture ou de musique situationniste, mais un usage situationniste de ces moyens. Dans un sens plus primitif, le détournement à l'intérieur des sphères culturelles anciennes est une méthode de propagande, qui témoigne de l'usure et de la perte d'importance de ces sphères. I.S.



affiches de cinéma...

neuf mois après ...

MSP

vers un accouchement

"La lutte révolutionnaire peut être nationale dans sa forme (non pas nationaliste dans son contenu)".
Glucksman

"Le prolétariat de chaque pays doit en finir d'abord avec sa propre bourgeoisie."
Marx

L'idéal serait de faire apparaître chez

nous une crise nationale, non pas une "crise de nationalisme". Une crise nationale, c'est une crise dans l'Etat-nation, crise qui remet en cause les détenteurs du pouvoir et, éventuellement, le pouvoir lui-même. Tandis qu'une crise de nationalisme est la crise d'affirmation d'une nation et l'élaboration des structures rendant compte de son nationalisme.

Dans la lutte pour la reconnaissance de la nation québécoise et l'élaboration de structures politiques lui donnant son permis de vivre, il y a certes opposition entre le peuple et le gouvernement, entre les masses et le pouvoir. Mais le problème est bien sûr de savoir si cette opposition est de type révolutionnaire ou, au contraire, de type réformiste.

Ceci nous amène à faire la distinction entre ce que les gens combattent implicitement ou inconsciemment (les vrais problèmes) et les objectifs qui font qu'ils se mettent en mouvement. Par exemple, quand les gens descendent dans la rue contre le bill 63, nous savons bien ce qui les brime vraiment, ce n'est pas le fait que le gouvernement veuille leur passer un bill 63 mais plutôt la façon qu'a ce gouvernement (de par sa structure même) de ne jamais avoir comme but premier l'accomplissement de la volonté du peuple dans la construction d'une communauté libératrice. C'est pourquoi on peut dire que ce qui est implicite dans cette démarche, c'est une insatisfaction contre toute forme de gouvernement, une structure de pouvoir, une organisation sociale. C'est cela que les gens devraient combattre et renverser pour se réaliser et écarter définitivement tous les bills 63 du monde.

Mais ici se pose le problème des mystificateurs, des endigueurs, des canalisateurs



d'énergies, des vampires de masses: ceux-ci, s'occupent à mobiliser les gens contre des politiques précises du gouvernement et forcent ainsi ceux qui seraient prêt à passer à l'action anti-gouvernementale à s'engager dans des luttes limitées. Au fond ces gens (bien comprendre: Chartrand, Lemieux... et les autres) ne font que faciliter le jeu du gouvernement; ils mobilisent les gens contre les politiques que le gouvernement veut établir; or, c'est le gouvernement qui décide quelles politiques il présente au parlement; c'est donc le gouvernement qui a toujours l'initiative dans ce genre de lutte. Ainsi il est clair que le bill 63 n'était qu'une "passe" toute parlementaire pour que Bertrand

donne une impression de force (rentable pour les élections prochaines) et du même coup renfloue sa caisse électorale; le truc était de provoquer un mouvement populaire dont l'inefficacité (face à l'objectif à court terme) était inévitable (le bill ne pouvait pas ne pas passer, à cause du jeu parlementaire). Résultat: les gens se disent qu'ils perdent leur temps à manifester (le bill passe quand même): ils penseront vaguement qu'il leur faudra voter aux prochaines élections mais surtout ils se diront que le pouvoir est trop fort, que la vie est si dure qu'il vaut mieux la gagner péniblement car la vie est chère à vivre; des gens qui sont descendus dans la rue, découragés de l'inefficacité de l'action où on les a précipités, recommenceront à considérer la politique comme un spectacle, comme un jeu qui se déroule loin, très loin d'eux.

Par contre, les étudiants auraient été bien placés pour mettre les choses au clair, pour dire que ce qu'il faut au fond c'est se débarasser une fois pour toutes de ces centres de décision qui nous sont étrangers, autrement dit de l'aliénation, et que cette aliénation est omniprésente et d'abord présente dans la vie de chacun de nous, vie quotidienne qui ne saurait être modifiée qu'à travers un boulversement économique, politique et social sans précédent. Pourtant les étudiants ne surent être rien de plus que les "hommes de main" (et même la chair à matraques) de Lemieux et des autres dans une action fort limitée.

Afin de ne pas rester à ce stade somme toute déplorable, il importe de saisir le rôle révolutionnaire des étudiants et les faits qui en jalonnent l'évolution au Québec. On peut

considérer, en gros, que les étudiants peuvent jouer un rôle de détonateurs dans la situation socio-politique actuelle où les ouvriers, endormis et menés sous pression par le cycle production-consommation-rebut ne peuvent se mettre en marche facilement (la réalité peut être quelque peu différente; notre analyse sur ce point n'est pas encore concluante, mais le rôle des étudiants dans le mouvement révolutionnaire semble nettement s'articuler autour de ce concept de détonateurs). D'ailleurs, l'évolution "D'un octobre à l'autre" (68-69) nous permet de croire que les étudiants se dirigent effectivement vers cela, ou plutôt, qu'ils ont en main tout ce qu'il leur faut pour pouvoir réussir à remplir ce rôle (est-il besoin ici d'ajouter les très évocateurs "SI").

En octobre 68, on a assisté à l'expression d'une sorte d'utopie pure, pratiquement sans lien avec la réalité du Québec; on a quand même vu le étudiants prendre l'initiative du premier mouvement de protestation de massé au Québec depuis quelques 20 années, mouvement certes limité au milieu étudiant, mais mouvement qui a quand même sonné de façon certaine un certain réveil. Le mouvement de 69 pour sa part est au moins préoccupé des réalités québécoises, il sort des écoles pour entrer de plein-pied sur la "vraie place publique", il rejoint effectivement le mouvement populaire; les étudiants furent la "cheville ouvrière" de la mobilisation d'une grande partie de la population "en général" contre le bill 63. Il est possible d'imaginer une synthèse de "l'utopie folle" (non politisée) (68) et des réalités québécoises (69); il est possible d'imaginer que dans un avenir rapproché on pourra assister à l'expression par les étudiants d'une utopie (projet révolution-

naire) québécoise. Ce pas doit être franchi dans l'optique de la montée d'un mouvement révolutionnaire québécois.

Si justement nous voulons que le mouvement révolutionnaire continue à se développer, il importe, semble-t-il, que les étudiants reprennent leur rôle "contestataire", critique, et reposent les questions fondamentales (et par là même "méchantes, enragées")non seulement au pouvoir constitué mais aussi à ceux qui se sont installés au pouvoir dans le dernier mouvement de protestation; nous devons provoquer un nouveau réalignement réformistes-révolutionnaires. Ceux-ci identifiés, il leur faudra mettre tous les moyens nécessaires en oeuvre pour que le mouvement fasse un nouveau pas en avant réfléchi.

Ce nouveau pas en avant pourrait prendre la forme d'actions exemplaires dans les écoles, actions exemplaires qui pourraient déboucher éventuellement sur l'établissement de "bases rouges".

Quelques mots de précision pour lancer la discussion sur ces deux termes: une action exemplaire, c'est par exemple une grève ou une occupation "active", qui soient non pas des actes de passivité, de protestation défensive, mais des moments qui permettent d'élaborer pratiquement, à temps plein, des nouveaux projets d'organisation (dans le cas des étudiants, organisation scolaire) visant à annuler le pouvoir aliénant; l'action exemplaire sera conséquente avec elle-même et mènera ces projets à terme: ainsi, elle pourra être point de référence, être la preuve qu'il est possible de vivre "autrement; alors, les gens peuvent être amenés à



suivre cet "exemple" ou, le cas échéant, se lever pour défendre ce "rêve réalisé" si le pouvoir l'attaque. De plus, on peut supposer que la réalisation du projet dans le cadre d'une action exemplaire entraînerait la création d'une base rouge, lieu physique de "l'incarnation", (application pratique) du pouvoir populaire, lieu de l'élaboration des opérations offensives contre le pouvoir établi et étape d'une stratégie visant la destruction totale de ce pouvoir.

Mais il ne faudrait quand même pas nous

leurrer outre mesure. Pour franchir la prochaine étape stratégique, il nous faudra être joliment préparés. Si nous espérons mettre en oeuvre pratiquement le pouvoir populaire, il est essentiel d'avoir de ce nouveau pouvoir une notion pas nécessairement précise (nous ne pouvons préciser d'avance ce qui doit être élaboré par les masses), mais au moins claire. Il faut aussi que nous soyons "sur le pied de guerre" en termes d'organisation, d'argumentation, de préparation technique, de capacité de mobilisation, ce qui est entièrement à faire.

Après quelques mois de fonctionnement, il semble que le mouvement étudiant et les étudiants qui y militent en soient à se poser des questions fondamentales à la suite de l'émergence de nouveaux problèmes.

Il est certain que le besoin que nous avons depuis longtemps exprimé de travailler à radicaliser et à révolutionnariser la situation dans les écoles du Québec nous apparaît peut-être plus urgent que jamais. Par ailleurs, certains expriment l'opinion que nous devrions moins nous "garrocher" et devenir plus cohérents en effet, les gens finissent par se sentir perdus à force de sauter d'une action à l'autre en fonction d'une escalade locale (au niveau de chaque école) à une action nationaliste à l'échelle nationale (bill 63) puis à une action à caractère "socialiste" (Opération Libération). Il est significatif que nous n'ayons pas réussi à faire passer un nombre suffisant de tenants de l'action anti-bill 63 à une action anti-répressions. Dailleurs, c'est cette répression qui s'abat sur tout le Québec qui nous posera une foule de problèmes. La vague de terrorisme policier nous oblige en effet à organiser le mou-

vement en réseau "sûr", à tout le moins semi-clandestin.

Ces impératifs conjugués de devenir enfin efficaces comme agents de radicalisation, d'acquérir une certaine cohérence politique et d'assurer la sécurité des militants du mouvement nous ont amené à réévaluer pratiquement l'ensemble du mouvement et de sa pratique jusqu'ici.

Jusqu'à maintenant (depuis le début de l'été) nous avons envisagé le mouvement comme un "mouvement de masse d'étudiants radicaux". Cette définition explique probablement que jusqu'ici, le mouvement n'a pas eu de ligne de conduite définie en termes d'idéologie, de stratégie, d'objectifs, voire de style de travail et de méthode de fonctionnement, si ce n'est "orienté vers l'action" (ce qui reste tout de même notre dynamisme fondamental avec lequel il faudrait voir à ne pas rompre).

Jusqu'à maintenant, le mouvement a d'abord été une sorte de structure (ou plutôt, de réseau) de mobilisation (plutôt efficace) qui a permis aux étudiants de se battre (bien sûr de façon quelque peu sauvage et peu liée à la lutte quotidienne d'escalade sur le "front scolaire") dans le cadre de la lutte nationale québécoise avec ses comités ouvriers, le FLP, etc.. Mais nous devons viserà devenir plus que l'agence de publicité du mouvement populaire dans le milieu étudiant: nous devons être sa cinquième colonne(avec son dynamisme propre, son autonomie d'action nécessaire, sa "spécifité") qui a pour but de miner complètement, d'infiltrer, de paralyser et de faire éclater l'école bourgeoise.

Cela suppose d'abord une organisation

efficace et par conséquent des gens décidés à s'organiser pour être efficaces. Le type d'organisation que le mouvement propose est celui de la cellule, groupe restreint de personnes se connaissant bien, travaillant de façon suivie et anonyme dans un milieu donné. Rappelons qu'un fonctionnement rigoureux en cellule permet à la fois d'effectuer un travail cohérent et suivi dans un milieu et de se protéger contre la répression. La deuxième étape de cette organisation est l'établissement d'un système de liaison entre les cellules déjà existantes et la mise en marche d'un mécanisme d'organisation des milieux qui ne sont pas encore touchés par le mouvement; il faut de plus étudier nos relations avec les autres mouvements, l'orientation à long terme du mouvement, son engagement dans les "grosses opérations"; l'ensemble de ces tâches, pour la région montréalaise, est confiée à un "bureau politique". L'équipe de ce bureau est permanente et en relation constante avec les cellules par les mécanismes de liaison.

Il est clair que l'efficacité de tout le mouvement dépend de l'efficacité de chacune des cellules. L'efficacité en cellule, à son tour, se traduit en termes de "rigueur de fonctionnement". "Rigueur de fonctionnement" implique d'abord l'application impitoyable de certaines règles techniques: réunions à heures, endroits, jours fixes,réunions obligatoires, efficaces, accomplissement le plus intégral des tâches définies en cellules, critique constante du travail.

Evidemment, on a beau proclamer la nécessité absolue de telles mesures visant à assu-

rer un fonctionnement rigoureux, il faut encore que les gens soient motivés à les appliquer.

Ceci nous amène à découvrir un nouvel aspect de la rigueur du fonctionnement et un prérequis fondamental de travail en groupe et en mouvement sur lequel nous serons probablement amenés à insister de plus en plus; la politisation dynamique de chaque militant. Essayons de comprendre chacun des mots qui définissent ce qui, à notre avis, est le fondement de la motivation au travail révolutionnaire.

Politisation, d'abord. C'est-à-dire, loin d'un sens "doctrinaire", il faut comprendre que par politisation, on entend surtout l'acquisition d'une certaine manière de voir politique, la "possession" d'une "grille d'interprétation politique" de la réalité. Un individu politisé, c'est celui qui peut, à partir des réalités, les plus quotidiennes, développer une critique qui relie ces réalités à l'ensemble de la structure politique foncièrement mauvaise qui nous opprime, puis élaborer une façon de se battre contre cette structure politique d'ensemble à travers cette réalité quotidienne et avec les gens pour qui la réalité en question constitue l'aliénation quotidienne. Etre politisé, c'est tout le contraire de "partir sur une baloune" à l'occasion de la lecture individuelle ou collective d'un livre, d'une doctrine, d'un auteur; c'est aussi plus que de pouvoir réagir "en gars correct" aux conneries du colonel Rémipaulos. Un individu politisé, c'est un individu qui s'autogère dans ses jugements politiques et dans l'action politique qui en découle. Voilà. Mais la politisationque nous devons pratiquer ne s'applique pas seulement à des individus, mais à l'ensemble d'un mouvement: en effet, pour être

efficaces, la politisation et la recherche politique doivent cesser d'être des formes de "l'ego-trip et devenir cohérentes et dynamiques à



l'intérieur d'un mouvement.

La politisation doit être cohérente. Cela signifie premièrement que les contenus de

la politisation doivent être eux-mêmes cohérents ils doivent constituer une critique intégrale, impitoyable et vérifiable de tout le vécu, une critique qui ait de la suite dans les idées, et aussi une critique dont la suite soit l'action efficace.

Cela signifie aussi que le mouvement doit être cohérent dans sa politisation: un mouvement dont le principe est l'autonomie des cellules ne peut vivre s'il y a en son sein des individus qui sont "en retard" sur les autres, qui se font remorquer par les analyses politiques des autres: premièrement cela aurait pour conséquence que des unités du mouvement n'auraient pas l'autonomie d'action suffisante et alourdi - raient (pour ne pas dire mettre en danger) le reste du mouvement)d'ailleurs cela est une partie de la situation actuelle); ensuite, tout retard de ce type entraîne une certaine non-compréhension des objectifs et des moyens d'action puis graduellement une incompréhension entre les militants et finalement l'incohérence dans le mouvement, non seulement au plan des idées mais encore au plan de l'action. Il manque cependant encore une caractéristique pour cerner le genre de politisation que nous devons élaborer. En effet, un groupe de personnes peut fort bien posséder de façon cohérente une ligne politique cohérente, ce groupe ne restera jamais qu'une autre "chapelle idéologique" si sa politisation n'est pas dynamique.

La politisation doit être dynamique. C'est-à-dire qu'elle doit susciter l'action; elle ne doit pas seulement aider les gens à agir plus efficacement; elle doit encore être une incitation à l'action radicale. Toute pseudo-po-

litisation qui ne ferait pas cela ne serait pas de la politisation, mais tout au plus un gadget intellectuel; et dans notre société du gadget on a encore moins besoin de ce genre de gadget que tous les autres. Politisation cohérente et dynamique de chaque militant à l'intérieur du mouvement,élaboration d'une stratégie, d'objectifs et de moyens d'action; politisation et élaboration de la démarche de combat sont inséparables; toute stratégie élaborée de façon non-politique est vouée à rester impuissante (car ce qui compte, c'est simplement la modification du rapport de force entre le pouvoir bourgeois et le mouvement populaire et que le moyen d'agir sur ce rapport de force c'est l'action politique i.e. politisée) et toute politique qui ne mène pas à l'élaboration de l'action est superflue (et n'est d'ailleurs pas politique car elle ne débouche pas sur une modification du rapport de force).

LE PROBLEME DES RAPPORTS AVANT-GARDE MASSES

> "L'enjeu de la lutte du parti communiste, c'est la conscience de classe du prolétariat. Sa séparation organisationnelle d'avec la classe ne signifie pas, dans ce cas, qu'il voudrait combattre à la place de la classe, pour les intérêts de la classe (...), mais pour faire avancer et accélérer le processus d'évolution de la conscience de classe." (1)

Poser le problème des rapports avant-gardé-masse, c'est soulever une série de questions auxquelles nous allons tenter de répondre. En effet, la problématique avant-garde-masse sous-tend l'éclaircissement de concepts tels que classe et conscience de classe, masses, organisation "pré-révolutionnaire" etc...

LA CLASSE OUVRIERE

> "... La constitution des classes ne se rapporte pas au seul niveau économique mais consiste en un effet de l'ensemble des niveaux d'un mode de production ou d'une formation sociale. L'organisatiom des instances en niveaux économiques politique, idéologique, se réfléchit, dans des rapports sociaux, en pratique économique, politique et idéologique de classe et en "luttes" des pratiques des diverses classes." (2)

(1) G. Lukacs. Histoire et conscience de classe. p. 367

(2) N. Poulantzas. Pouvoir politique et classes sociales. p. 71

Il est clair que nous nous situons ici dans un mode de production capitaliste, non pas pur, mais mêlé de plusieurs modes de production (capitalisme monopoliste, coopératisme, capitalisme privé, interventionnisme d'Etat). A ce niveau, le capitalisme privé domine mais tend à disparaître pour faire place au capitalisme monopoliste (formation de monopoles et de trusts géants, principalement sous la poussée U.S.) et à une intervention de plus en plus grande de l'Etat (Caisse de dépôt, S.G.F., Hydro, etc...). Le mode de production capitaliste n'étant pas pur, nous ne pouvons parler de "classe ouvrière" ou de classe de salariés en tant que tel opposée à une classe bourgeoise capitaliste tout aussi clairement limitée (tel qu'exposé par Marx dans le Capital). Néanmoins, les rapports de production, en système capitaliste, réfléchis en rapports sociaux, marquent en dernière instance de l'économique. Notons, par contre, que les effets de l'instance idéologique sont de plus en plus déterminants (il n'est qu'à se rappeler ce constant viol des foules par notre société dite de consommation, le nouveau rôle idéologique que l'on veut faire jouer aux étudiants, ou le mythe parfois réel, de l'aristocratie ouvrière, (nos bons ouvriers sont bourgeois"!, etc.) Nous voyons donc que la détermination d'une classe est spécifiée par une articulation particulière des instances économique, politiques et idéologiques (pas seulement économique comme beaucoup le pensent) et que les rapports dialectiques de ces instances nous permettent de saisir la classe.

A partir de ces remarques, nous pouvons déjà délimiter certaines classes ou groupes. Le mode de production capitaliste n'étant pas pur, il existe plusieurs classes, sous-groupes, factions, etc. dont nous pouvons énumérer les prin-

cipaux: la "classe ouvrière" déterminée par les rapports de production et réfléchie par une lutte principalement économique aux effets plus ou moins importants sur le politique et l'idéologique; la paysannerie, moitié classe, moitié groupe lentement intégré au système de production; la petite bourgeoisie nationaliste (bourgeoisie technocratique, professionnelle et commerçante qui vient de se donner une organisation politique, le PQ; la bourgeoisie "pan-canadienne",liée à la bourgeoisie anglo-saxonne, défendant les intérêts du fédéralisme, elle est peu nombreuse et principalement financière (ex: Faribault) mais l'on retrouve en son giron de nombreux managers canadiens français vendu travaillant dans des entreprises sous contrôle exclusivement "canadian" ou "yankee". D'autres groupes auraient avantage à être étudiés ici, tels les étudiants ou les marginaux (assistés sociaux, hippies,etc) dont les effets sont plus ou moins pertinents dans un contexte de lutte de classe. (1)

Avant d'aller plus loin, il nous faut bien comprendre que les classes sociales ne sont concevables qu'en terme de pratiques de classes. Ce ne sont pas des entités abstraite définies, par 39 ou 90 critères, par un sondage sociologique à l'américaine référant à la subjectivité ou au salaire gagné. En ce sens nous l'avons vu, la "classe ouvrière" se caractérise par une lutte économique qui a évidemment des effets sur les instances politiques et idéologiques (le gouvernement par exemple, est obligé de tenir

---

(1) Une étude systématique des classes au Québec est une nécessité fondamentale. C'est clair! Il ne nous est permis que de faire une vague esquisse ici.



compte des centrales syndicales ou tout simplement de la classe ouvrière en général).

Mais voyons comment se manifeste cette lutte du prolétariat et à travers quels mécanismes.

Nous pouvons déterminer trois principaux types d'organisation de la classe ouvrière: syndicalisme, coopératisme et comités populaires. Globalement, ils diffèrent peu, mènent principalement une lutte de type économiste: hausse de salaire, sécurité d'emploi, meilleurs logements, etc... et regroupent un nombre restreint de travailleurs (32% pour les syndicats). On peut facilement voir que l'organisation de l'instance économique est sur-déterminante et qu'elle se réfléchit directement sur les rapports sociaux par une pratique corporatiste. Les conséquences aux niveaux politiques et idéologiques sont minimes et rarement l'effet d'une volonté d'organisation politique. Quelques pas ont été faits en ce sens par les Comités d'actions politique de la CSN et par les comités ouvriers. La lutte des groupuscules F.L.P.- M.S.P.- trotskystes- I.O.P.Q. marquent une nette conscience de l'organisation politique de classe mais restent embryonnaires et coupés des masses.

Donc pour résumer, la classe ouvrière québécoise consiste en un effet de l'ensemble des niveaux (économiques, politique, idéologique) d'un mode de production capitaliste spécifique (défini plus haut) qui se réfléchissent, dans des rapports sociaux, en pratique économique sur-déterminante avec effets pertinents sur le politique et l'idéologique et qui engendre une lutte de classe, encore embryonnaire, il est

vrai.

Pour abstraite qu'elle puisse paraître cette définition est éclaircie par le déchiffrement des pratiques de classe, i.e., comme nous l'avons vu, par son organisation et les batailles qu'elle mène, syndicales ou autres. Ses luttes sont évidemment sous-tendues par des sujets-porteurs cernés comme producteurs (qui vendent leur force de travail) et comme dépendants (dé - pendance, aliénation politique et idéologique).

Or, la classe ouvrière doit prendre le pouvoir, i.e. doit mener une lutte politique, car parler de pouvoir, c'est parler de s'attaquer aux superstructures politiques, à l'Etat en tant que facteur de cohésion des contradictions des divers niveaux et centre d'exercice du pouvoir politique. (1) D'autre part, nous avons vu que la lutte économique est sur-déterminante pour la classe ouvrière québécoise d'aujourd'hui Mener la lutte politique veut donc dire que la classe ouvrière doit se donner l'organisation du pouvoir politique nécessaire à son émancipation.

> "Dans la lutte contre le pouvoir collectif des classes possédantes, le prolétariat ne peut agir comme classe qu'en se constituant lui-même en parti politique distinct, opposé à tous les anciens partis formés par les classes possédantes." (2)

Est-ce à dire que la classe ouvrière,

---

(1) Voir Mobilisation No 1 - Pouvoir et pouvoir

(2) Karl Marx. Statuts de L'AIT.

n'existe pas comme classe distincte tant qu'elle ne s'est pas constituée en parti? Non. Mais avancer un tel principe implique que la classe ne pourra agir efficacement tant qu'elle ne se sera pas donnée l'instrument utile à la prise du pouvoir.

AVANT-GARDE

Quelle sera donc cette organisation? Théoriquement, est-elle la conscience de la classe? Est-elle la coordinatrice des actions de la classe? Et poser ces questions, c'est poser le problème de la conscience de classe. La conscience de classe ne naît pas spontanément, elle est le fruit de la théorie et de la pratique, elle naît peu à peu chez les travailleurs à la suite d'expériences, de discussions, de lectures. Elle n'est pas la grâce reçue par une belle journée ensoleillée. L'avant-garde n'est pas la conscience du prolétariat, ce n'est pas son existence qui fait exister la classe ouvrière, mais c'est elle qui porte au politique ses revendications, ses aspirations, c'est

> "le pont entre la conscience balbutiante du prolétariat et le rôle qui lui est dévolu. Elle constitue la médiation nécessaire entre le concept de classe ouvrière et sa réalisation pratique, aliénée, dans la société capitaliste." (1)

L'avant-garde révolutionnaire n'est donc pas la classe "pour-soi", le porteur de vérité, le représentant ultime de la classe ouvrière. Dès lors, l'avant-garde, en tant qu'organisation révolutionnaire des travailleurs, est

(1) Partisans. Rosa Luxembourg vivante. p. 18

le guide de la classe ouvrière, le lieu par où doit s'exprimer la voix politique du prolétariat par où se réaliseront les intérêts de la classe.

Pratiquement, l'avant-garde sera composée des éléments les plus politisés, les plus conscients, armés de la théorie et militants actifs. Ce seront les cadres. Ces militants conscients des fonctionnements du système capitaliste et du rôle qu'y joue le prolétariat, débarassés de l'idéologie bourgeoise dominante , formeront les points d'appui de la lutte de classe, assureront le continuel primat du politique sur l'économique, lieront quotidiennement la lutte des masses à une stratégie cohérente de la prise du pouvoir.

Plus précisément, les tâches de cette avant-garde seront de trois types:

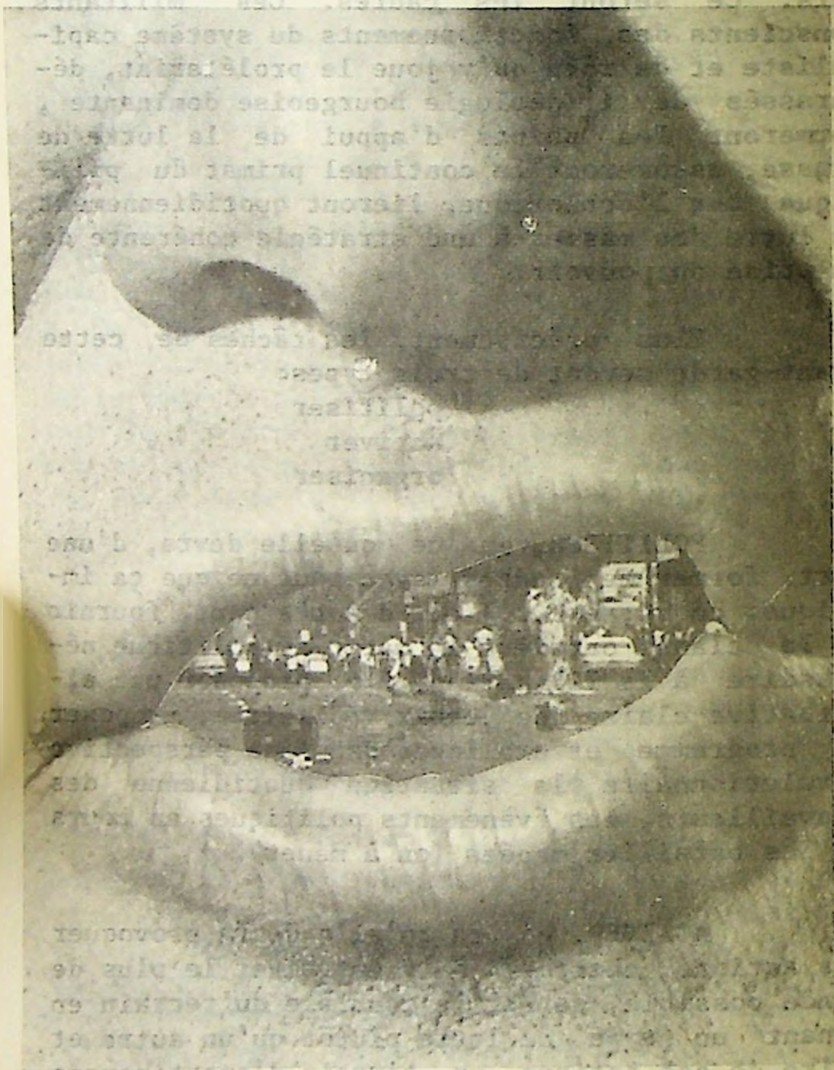
politiser
activer
organiser

POLITISER, en ce qu'elle devra, d'une part, former des cadres (avec tout ce que ça implique: cours, etc...) et, d'autre part, fournir à la classe ouvrière le matériel politique nécessaire à la libération, i.e. proposer une alternative claire de choix politique, proposer un programme et expliquer dans une perspective révolutionnaire la situation quotidienne des travailleurs, les évènements politiques en cours et les batailles menées (ou à mener).

ACTIVER, en ce qu'elle devra provoquer les actions, chercher à y entraîner le plus de monde possible, garder le contrôle du terrain en menant un type de lutte plutôt qu'un autre et faire de ces actions un terrain d'entrainement

pour la classe ouvrière de même qu'une arme de plus en plus forte.

ORGANISER en ce qu'elle devra regrouper les actuels militants dispersés, les former en cellules, organiser les structures mêmes du mou-



vement (agitation, propagande, etc...) et, dans un deuxième temps, s'organiser en comités populaires (comités ouvriers, cellules d'usines, comités d'action, organisation de masse, etc...).

Or, il est clair que pour réaliser de tels objectifs, il nous faudra avoir d'intimes liaisons avec les travailleurs, continuellement en percevoir le pouls et être conscients que les embryons de structures installées aujourd'hui seront les formes de pouvoir populaire demain. Voulons-nous remplacer une oligarchie par une autre? Voulons-nous véritablement que les travailleurs prennent le pouvoir ou qu'une secte d'enragés robotisés, au nom de la science marxiste, s'approprie un autre appareil d'Etat qui reproduira les rapports dominants-dominés? De notre volonté actuelle et des mesures que nous allons prendre dépend l'autogestion effective de la société socialiste.

Ne nous leurrons pourtant pas, rien ne sera facile et la tentation souvent grande de tout reprendre en main sous le couvert de l'efficacité révolutionnaire.

De l'esquisse élaborée plus haut, l'avant-garde se dessine comme un guide du prolétariat, prolétariat organisé en comités ouvriers larges, en comités d'action d'usine, en organisation de masse (tel le Front Commun des Québécoises).

Il est important de saisir ici que ces organisations ne sont pas identifiées au mouvement révolutionnaire mais que celui-ci y exerce une présence, un "leadership" gagné à la force de la politisation, des actions et des mots d'ordre. Dans cette perspective, il ne faut pas

oublier que les organes de remplacement du pouvoir naissent souvent spontanément en situation de crise révolutionnaire (ex: les Soviets en Russie, les comités d'action en mai 68). Il nous faut donc d'abord regrouper les éléments radicaux, politisés; puis, mettre sur pied les embryons du pouvoir populaire.

Les rapports avant-garde-masses s'établierons alors par la cellule du mouvement, organisation de base,et les organisations populaires qu'elles auront mises sur pied ou dans lesquelles elles seront intégrées. La cellule sera le poisson dans l'eau, vivra en osmose continuelle avec la classe ouvrière. Ainsi elle pourra vérifier la validité des mots d'ordre du mouvement (que la cellule aura contribué à lancer), faire vivre, par les actions du mouvement, l'expérience de la lutte et la prise de conscience de classe, de même que former les futurs militants de l'organisation révolutionnaire.

Une paranthèse, masse , ici, implique plus que la classe ouvrière. Masse sous-tend toutes les couches opprimées de la société et n'est pas limitatif à la seule classe ouvrière homogène de par sa situation dans les rapports de production. Ainsi, masse regroupe des couches telles que les étudiants, les assistés-sociaux, certains petits-bourgeois qui se rangent du côté du prolétariat,etc. Mais il reste que la classe ouvrière est l'épine dorsale de la révolution. Une telle terminologie ne doit pas prêter flanc à des interprétations erronées à la Marcuse ou à la Williams (La révolution aux Etats-Unis).

Donc, les rapports avant-garde-masse sont une liaison dialectique, une interdépendan-

ce constante qui multiplie les cambats et les amène à des niveaux qualitativement supérieurs (le politique) jusqu'à la victoire finale du prolétariat sur les dirigeants bourgeois-capitalistes éxécrés.

CONCLUSION

Notre tâche est donc de bâtir ce mouvement révolutionnaire d'avant garde en s'inspirant des exemples historiques, mais aussi en sachant développer notre propre voie. Le peuple ne veut plus des vieilles structures, ne veut plus se faire "fourrer" par des politiciens professionnels à la langue facile mais aux poches encore plus grandes. Les travailleurs ne feront la révolution que dans la mesure où ils auront confiance dans l'avant-garde et dans la mesure où l'avant-garde lui fera confiance.

bernard mataigne

les voix de la rébellion

YASSER ARAFAT (dirigeant suprême d'Al Fatah)

Notre peuple a livré pendant plus de cinquante ans une bataille féroce. Notre lutte nous l'avons mené contre l'établissement des sionistes encouragés et soutenus d'abord par la colonisation britannique et ensuite par l'impérialisme à la tête duquel se trouvent les Etats-Unis. En 1948 la plus grande partie de notre peuple a été déraciné et obligé de s'en aller vivre dans des camps de réfugiés. C'est parmi ces réfugiés qu'est né le mouvement de libération Palestinien à la fin de la décade de 50. Notre première opération militaire s'est faite exactement dans les premières heures de l'année 1965. A partir de ce moment-là notre lutte s'est activement poursuivie et elle se poursuivra jusqu'à la libération totale de notre patrie.

Le peuple palestinien, ayant été expulsé de sa terre et crucifié, attendait que le

<u>LES ORGANISATIONS DE LA RESISTANCE PALESTINIENNE</u>

- <u>El Fath</u> (la Reconquête), dont la branche armée, <u>El Assifa</u> (la Tempête), est née à Gaza en 1956 sous l'occupation israélienne. Lutte armée déclanchée le 1er janvier 1965 contre le barrage d'El Battouf. Son comité central est composé de militants venant d'horizons divers: anciens baassistes, anciens communistes, anciens nationalistes arabes, et même anciens membres de l'organisation des Frères musul-

monde entier lui rende justice, à travers les Nations Unies, mais on n'a rien fait. De sorte que pour récupérer sa patrie, il n'a pas eu d'autre alternative que de lutter.

La charte de l'ONU accorde à tous les peuples le droit à l'autodétermination. En ce qui nous concerne, non seulement on nous prive de ce droit mais aussi de notre patrie. C'est pourquoi tout palestinien où qu'il se trouve ressent cette injustice pratiquée à son encontre Cela a été la raison commune pour que tous les palestiniens récupèrent leur identité, leur nationalité et leur patrie au moyen de la lutte armée. Comme nous nous affrontons à un ennemi soutenu par l'argent et les progrès techniques impérialistes, nous avons choisi la guerre à long terme en tant que stratégie pour notre lutte. Tout au long de cette guerre notre peuple peut apporter sa participation étant donné qu'il n'a rien à perdre, sauf ses tentes et sa misère. Du côté de l'ennemi, l'importance de cette stratégie, c'est qu'il est obligé d'éliminer toute faille entre le repos et l'alerte de son armée.

---

mans. Se veut essentiellement palestinienne. Est à l'origine de la plupart des actions militaires d'envergure dans les territoires occupés. Travaille en liaison avec les arabes d'israël. Yasser Arafat, président de l'Organisation de libération palestinienne (O.L.P.) est son porte-parole, mais elle est dirigée par un comité central clandestin.

- A.L.P. (Armée de Libération Palestinienne). Vestige de l'armée de l'O.L.P. ancienne formule, créée en 1966. S'est battue en 1967 à Gaza. Ses commandos For-

Sous cet aspect nous avons déjà obtenu un succès considérable. Cela consiste à épuiser l'ennemi à travers des opérations continues que ce soit en attaquant des postes militaires et des objectifs industriels ou en détruisant des lignes d'embarquement, où qu'elles se trouvent. Finalement viendra l'étape de la libération de zones, sur la voie de la libération nationale.

Pour y parvenir nous devons employer des tactiques spéciales. Ces tactiques ne sont pas statiques, nous sommes obligés de les changer continuellement pour nous plier aux conditions de l'étape actuelle de notre guerre de libération.

Quand la révolution a commencé les Palestiniens n'ont demandé la permission à personne. La révolution dépend totalement des Palestiniens, qu'il s'agisse du recrutement des combattants ou du soutien financier. Nous exprimons les aspirations des palestiniens, c'est pourquoi ils se sont unis à nous volontairement.

---

ces populaires sont actifs dans le Golan. Dirigée par le colonel Abderazak Yahyia depuis le mini-coup d'Etat qui délogea le colonel Wagi El Madani, en septembre 1968.

– La Saïka dirigée par un baassiste de gauche, Youssef El Bourgi, créée en Syrie. Opère en coordination avec le Fath à partir du mont Hermon, vers la Galilée. Grâce à l'armée syrienne, dispose d'armement lourd.

– Le F.P.L.P. (Front Populaire pour la

Al Fatah a commencé en tant que mouvement clandestin, parce qu'on ne nous permettait d'agir librement dans aucun territoire arabe. Jusqu'au scandale du 5 juin, où s'est tramée la conspiration de la CIA et de ses agents de la région contre notre peuple, nous avons dû supporter une charge très lourde. Cela a continué ainsi jusqu'au moment où nous avons décidé de donner à nos combattants un baptême du feu dans un affrontement limité avec l'ennemi. Le point de virage de notre lutte a été la bataille d'El Karamah. A partir de ce moment-là nous avons continué à défier l'ennemi par des affrontements du même genre parce que nous sommes conscients, du prix élevé de l'élément humain par rapport à la machinerie de guerre.

Au cours de ces étapes nous avons développé nos capacités combattives, accru le nombre de nos combattants, organisé des cellules politiques et réalisé un entraînement des plus efficace.

En ce qui concerne la solution dite solution politique, son but final n'est pas au-

---

Libération de la Palestine. Vient du Mouvement nationaliste arabe - M.N.A. - (Harakat Al Kaoumiyine). Ancien mouvement d'inspiration plutôt droitière qui avait comme slogan "Dam, Nar, Hadid, Thar" (Sang Feu, Fer, Revanche). Mouvement composé en majorité d'intellectuels issus de l'université américaine de Beyrouth. Surtout populaire parmi les palestiniens à partir de 1958 dans les émirats du pétrole. Ce mouvement a exploité les divergences entre les Baass et Nasser en 1959 et s'est alors défini comme nassérien. Le mouvement s'est scindé une première fois en deux en

tre chose que de revenir à la situation qui existait déjà avant la guerre de juin 1967. Notre révolution était déjà en marche avant cette guerre. Cela signifie simplement que nous devons poursuivre notre lutte jusqu'à la libération totale de notre pays. Les révolutionnaires on le sait, ne négocient jamais.

En ce qui concerne nos rapports avec les gouvernements arabes, il faut dire qu'un de nos principes primordiaux est de ne pas intervenir dans leurs affaires intérieures, dans la mesure où ils ne s'interposent pas entre nous et notre ennemi principal: l'occupant sioniste. Nous avons une absolue confiance en ce que le peuple arabe, dont nous faisons partie, prendra ses responsabilités au cas où nous serions menacés par un quelconque régime arabe. Les chocs du 4 novembre en Jordanie et les chocs récents qui se sont produits au Liban, sont un bon exemple de ce que nous disons.

Comme l'occupation sioniste est la

1966 (nassériens et anti-nassériens). Puis en 1967, au moment de la guerre des Six jours. A ce moment, un groupe du M.N.A. dirigé par Georges Habache créa le F.P.L.P pour contrer le Fath. Ce mouvement qui joue les franc-tireurs refuse de faire partie du C.L.A.P. (commandement militaire commun) et s'est fait surtout remarquer par des actions à l'extérieur de la Palestine occupée (détournements d'avions, etc) Le F.P.L.P. est divisé en trois tendances: outre celle de Habache, l'Organisation de la Palestine arabe, dirigée par Zarour et qui est intégrée au A.L.A.P., celle de Ah-

base et le gardien des intérêts impérialistes internationaux dans cette partie du monde qui est nôtre, nous sommes certains de l'ennemi auquel nous nous affrontons: l'impérialisme sous toutes ses formes. Mais nous savons aussi qui nous soutient: les combattants pour la liberté partout, y compris en Israël même.

Notre conception de la Palestine libre est celle d'un Etat démocratique séculaire, non racial, où tous les Palestiniens - chrétiens juifs et musulmans - soient égaux en droit.

Le Mouvement de Libération Palestinien se considère comme partie intégrale de la lutte des peuples contre l'impérialisme international. Nous luttons contre le même ennemi, que ce soit en Amérique latine, au Vietnam ou en Palestine. Les masques peuvent être différents mais le visage continue à être le même.

---

med Dribrill, militairement assez active que l'on appelle F.P.L.P., commandement général.

- <u>Le F.P.D.L.P.</u> (Front populaire démocratique pour la libération de la Palestine). Né d'une scission en février 1969 à l'intérieur du mouvement d'Habache. Dirigé par un jeune universitaire marxiste d'origine chrétienne: Nayef Awatmeh. Ce mouvement dont l'organe de presse est <u>El Hourya</u> (la liberté) regroupe environ 200 jeunes militants marxistes arabes. S'il fait partie du C.L.A.P. et a un représentant au

DR MANDUA (Front populaire pour la libération de la Palestine)

Après la défaite des armées arabes en juin 1967, a eu lieu à la fin de juillet 1967 une réunion élargie du Comité Exécutif du Mouvement Nationaliste Arabe, pour paralyser la défaite subie et la réponse qu'il convenait de donner à l'ennemi. Au cours de cette réunion on a rejeté la critère qui consistait à considérer cette défaite comme une surprise militaire et on a adopté celui d'une défaite totale dont les raisons véritables et les antécédents historiques résident dans la formation idéologique du Mouvement de Libération Nationaliste Arabe et dans la nature même des programmes économqiues militaire et de mobilisation qui n'ont pas été ceux qu'imposait sa bonne marche. Ces programmes représentaient les intérêts de la petite-bourgeoisie qui jusqu'alors avait dirigé le mouvement de libération pan-arabe. Or la nature de l'affrontement entre le mouvement arabe et les forces de l'impérialisme et du sionisme imposait l'exécution des programmes radicaux, aussi bien

---

comité exécutif de l'O.L.P. (Bilal El Hassan), il se veut cependant pan-arabe et non essentiellement palestinien. Disposant de très peu d'armement, il fait surtout un travail politique parmi les réfugiés.

- Le Front de libération arabe: organisation créée par le Baass irakien. Ne compte pratiquement pas de palestiniens.

- Le Front de lutte populaire: dirigé par

sur le plan militaire que sur le plan politique et économique.

Partant de ces considérations et de ces analyses, la section palestinienne du mouvement nationaliste arabe, qui avait entrpris la lutte armée sous le nom de Jeunesse de la Revanche a invité tous les commandos et tous les groupes de combattants à se rencontrer afin d'unifier et d'organiser la lutte armée contre l'occupant. A cette réunion commune, qui s'est tenue à Damas en octobre 1967, ont participé le Front de Libération Palestinien (groupe d'Amhed Yileril), les Héros du Retour et les Jeunesses de la Revanche. Al Fatah a refusé d'assister à cette réunion. C'est au cours de celle-ci qu'a été décidée la formation du Front Populaire pour la libération de la Palestine, composé par les trois organisations mentionnées et par quelques groupes de combattants indépendants.

Chacune de ces organisations a pu conserver sa personnalité propre, bien que l'on

---

un ex-M.N.A., le Dr Ghocheh.

- Le Comité agissant pour la libération de la Palestine: dirigé par un transfuge de Fath. Ichem Sartaoui. Une parmi les dizaines d'organisations folkloriques créées pour diviser la résistance palestinienne.

- Le Fath islamique: dirigé par le Mufti Hadj Amin El Husseini. Financé par l'Arabie séoudite. Chargé de semer la confusion entre libération nationale et guerre sainte.

aie procédé à une restructuration afin de créer un climat idéologique propice à leur transformation en une seule organisation compacte, aussi bien sur le plan stratégique que sur le plan tactique.

A son étape initiale, le Front Populaire de libération n'avait pas une politique de gauche bien définie mais il avait par contre une pensée nettement progressiste et une ferme volonté de reconquérir la Palestine.

A présent, le Front Populaire pour la Libération de la Palestine est conscient de ce que la contradiction fondamentale qui existe de nos jours se situe entre l'impérialisme nord-américain d'une part, et les peuples sous le joug, et le camp socialiste d'autre part. C'est pourquoi il propose une alliance urgente et positive entre tous les peuples sous le joug et ceux qui combattent le colonialisme et l'impérialisme afin de créer une force puissante capable de les mettre en déroute et de les écraser

---

- Le Front de l'union des révolutionnaires arabes: né d'une scission du P.C. jordanien. Tendance maoïste.

DANS LES TERRITOIRES OCCUPES

- Le Front de libération de Gaza: né à la fois de l'ancienne O.L.P. et du Fath. Agit en coordination avec le Fath. Composé souvent de militants très jeunes.

- Le Parti de la Réforme: organisation de notables le plus souvent à Djenin, Naplou-



ze et Tulkarem.

ORGANISMES CENTRAUX DE LA RESISTANCE

- L'O.L.P. (Organisation de libération de la Palestine). Créée en 1964 par les chefs d'Etats arabes. Elle a un parlement (le Conseil national palestinien) et un gouvernement (le Comité exécutif). Dirigée depuis longtemps par Choukeiry, elle était jusqu'à la guerre des Six jours, une organisation bureaucratique et inefficace. Le Fath ayant pratiquement mis la main sur tous ses rouages (elle est dirigée par Ya-

définitivement.

Nous sommes conscients de ce que nos meilleurs amis sont les peuples des trois continents qui sont l'objet de l'exploitation du colonialisme et de l'impérialisme nord-américain.

Une alliance entre le mouvement de libération nationale palestinien et le mouvement de libération du Viet-Nam, ainsi qu'avec les régimes révolutionnaires de Cuba et de la République Populaire Démocratique de Corée et tous les mouvements de libération nationale d'Afrique et d'amérique latine est capable de résister et de triompher de l'impérialisme et de le mettre en déroute. Nous sommes convaincus qu'allié aux mouvements de libération des trois continents, et encouragé par le camp socialiste composé par l'Union Soviétique, la Chine et toutes les nations de l'Europe Orientale, notre mouvement de libération nationale palestino-arabe aura un allié fort qui l'épaulera pour résister à l'impérialisme yankee et à son fidèle allié, le sionisme, et leur arracher la victoire.

sser Arafat), elle devrait permettre l'unification de la résistance.

- Le C.L.A.P. (Comité de coordination militaire des commandos): dirigé par un membre du Fath. En font partie: El Assifa, l'A.L.P., le F.P.D.L.P., la Saïka, etc. Seul, le mouvement d'Habache ne l'a pas encore rejoint*.

mobilisation

6 nos - $ 3.00

ABONNEMENT

adr.
b.p. 82
station K
montréal 410

NOM ____________________

ADRESSE ____________________

DATE ____________________



mobilisation

LE MOUVEMENT CONTRE LE BILL 63: UNE ANALYSE CRITIQUE

MANIFESTE DE L'UNIVERSITE LIBRE D'ART QUOTIDIEN

LE PROBLEME DES RAPPORTS AVANT-GARDE-MASSES

.50 c